





## **Préface**

Diversification, modernisation et ouverture. Voilà trois mots qui décrivent parfaitement la situation économique actuelle en Russie.

Le pays est un géant, dans tous les sens du terme. C'est le plus grand pays du monde et le neuvième en termes de population. Mais il s'agit surtout d'un géant énergétique, et c'est en tirant profit de ses ressources d'hydrocarbures que le pays s'est hissé parmi les superpuissances mondiales. Toutefois, avec la crise économique et la chute de la demande ainsi que des prix des produits de l'énergie, la dépendance de l'économie russe envers son secteur des matières premières s'est transformée en un handicap.

C'est pourquoi le gouvernement souhaite promouvoir le développement d'autres secteurs de l'économie russe. La finance, les hautes technologies, la santé, la chimie ou encore les technologies de l'information et de la communication font à présent l'objet de plans de soutien nationaux.

Mais les infrastructures héritées de l'époque soviétiques sont obsolètes. Afin de pouvoir concurrencer les produits importés, les industries russes doivent investir des montants colossaux. La bureaucratie et la corruption endémique doivent être endiguées, et l'aide de l'étranger sera vitale afin de réaliser cette modernisation.

C'est pourquoi le Kremlin ouvre les frontières de la Russie aux entreprises désireuses d'y faire des affaires. Avec l'adhésion future de la Fédération à l'OMC, les récentes campagnes de libéralisation de grande ampleur lancées par le gouvernement et les grands événements internationaux que le pays accueillera bientôt, les entreprises belges ont sans conteste devant elles des opportunités de développement international extrêmement intéressantes.

C'est dans ce contexte que l'Agence pour le Commerce Extérieur, en collaboration avec ses partenaires régionaux l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Export, et Flanders Investment and Trade, organise cette mission princière qui sera, nous en sommes convaincus, l'occasion pour nos entreprises de faire preuve de leur savoir-faire et de se montrer à la hauteur du marché russe.

Nous vous souhaitons une excellente lecture de cette étude, qui constitue notre première escale dans le voyage qui nous emmènera en Russie.

Fabienne L'Hoost Directeur général adjoint

38 Roose

Marc Bogaerts Directeur général

## **Executive Summary**

Depuis l'éclatement de la crise économique, la Russie change en profondeur. Géant énergétique, le pays a pu compter sur ses réserves en hydrocarbures pour devenir un acteur de taille sur le plan stratégique, économique et politique. Mais à présent, sous la politique économique de Dmitri Medvedev, la Russie cherche à diversifier son économie afin de réduire la dépendance envers le secteur de l'énergie qui a constitué son talon d'Achille lors de la crise de 2008 et 2009.

En tant que plus grand pays au monde, la Fédération est également un marché immense. La population est de plus en plus riche et la demande intérieure augmente en conséquence. Toutefois, l'appareil de production russe est incapable de répondre aux nouveaux besoins de la population. Le pays doit évoluer vers une technologie de production et vers une économie plus moderne, et son président Dmitri Medvedev met tout en œuvre pour réaliser cette transition. Dans ce contexte, le savoir-faire des entreprises étrangères est d'une importance cruciale.

D'une stabilité politique exemplaire, surtout au regard des autres états de la région, la Russie se situe au croisement de l'Europe, de l'Asie, des États-Unis et du Japon. Avec l'entrée de la Fédération à l'OMC, attendue pour fin 2011, cette position stratégique au sein du commerce mondial sera un des nombreux atouts que le pays aura à proposer aux investisseurs étrangers.

Dans le secteur de la construction, les opportunités concernent non seulement la modernisation des usines, des hôpitaux ou des logements, mais un ensemble de projets d'ampleur nationale sont prévus

pour les années à venir. Les Jeux Olympiques d'hiver et les Jeux paralympiques de Sotchi en 2014 seront l'occasion pour le Kremlin de montrer au monde une Russie modernisée et offrent des opportunités aux entreprises belges actives dans la construction, mais aussi dans la logistique.

Le secteur des transports est lui aussi en plein essor. La Russie est le pays le plus vaste de la planète, et en tant que tel pose un défi logistique sans comparaison internationale. Les réseaux de transport sont saturés, que ce soit la route, le rail, la mer ou l'air. Dans le domaine de la logistique, le pays manque toujours d'infrastructures de qualité et les connaissances des entreprises étrangères sont nécessaires à la mise à niveau du réseau russe.

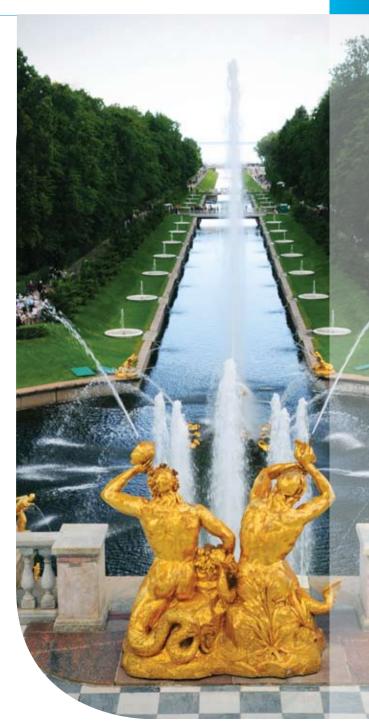
La situation démographique du pays le différencie des autres pays BRIC. Les Russes meurent relativement jeunes et la population est en déclin. Le gouvernement a décidé d'agir afin de renverser la tendance en modernisant le système de soins et en améliorant la fourniture de médicaments. Les sociétés belges, dont la renommée n'est plus à faire en termes de production d'équipements médicaux de haute technologie, pourront sans aucun doute bénéficier ici aussi de la mission princière d'avril.

Mais la modernisation souhaitée par Dmitri Medvedev ne se limite pas à ces secteurs. Dans le domaine chimique également, le pays souhaite s'affranchir de sa dépendance envers l'occident s'agissant des produits chimiques de haute technologie. Comme dans l'ensemble des pays BRIC, le secteur des technologies de l'information et de la communication est en rapide progression. Les Russes des grandes villes aspirent à un accès illimité aux dernières technologies tandis que, dans les campagnes, la fracture digitale est telle que la modernisation des réseaux se présente comme une tâche titanesque.

Finalement, avec l'augmentation du niveau de vie des Russes et l'émergence d'une classe moyenne ayant les moyens de s'offrir des articles de luxe, nul doute que le renouveau des secteurs de la mode, du design et de la bijouterie est assuré. Surtout qu'avec le rebond des prix des matières premières, à la source des plus grandes fortunes russes, les oligarques devraient continuer à dépenser sans compter.

Nous sommes convaincus que les entreprises belges, qu'elles soient des PME innovantes ou des multinationales imposantes, pourront tirer profit du marché russe et de son dynamisme.

Après une première partie destinée à esquisser les contours de la situation macroéconomique actuelle de la Russie, cette étude proposera une analyse sectorielle du pays se concentrant sur six domaines parmi les plus dynamiques. Nous enchaînerons par une analyse des réussites récentes d'entreprises belges en Russie pour conclure par une section décrivant les us et coutumes en vigueur dans le milieu des affaires russe.



## Table des matières

1. Données générales	6
2.Données économiques	8
2.1 Indicateurs clés	9
2.1.1 P.I.B.	9
2.1.2 Inflation	17
2.1.3 Change	18
2.2 Commerce extérieur	20
2.2.1 Relations commerciales mondiales	20
2.2.2 Relations commerciales avec la Belgiq	ue 24
2.3 Investissements directs étrangers	27
2.4 Appréciation du risque	30
2.4.1 Appréciation du risque selon l'Office Na	ational Du Ducroire 30
2.4.2 Autres indicateurs du risque	32
3. Approche sectorielle	34
3.1 Construction	35
3.1.1 Les projets de construction	35
3.1.2 Les matériaux de construction	38
3.2 Transport et logistique	39
3.2.1 Route	40
3.2.2 Rail	41
3.2.3 Mer et voies navigables	42
3.2.4 Air	42

	3.3 Santé		44
	3.3.1 Secteur des soins de santé		44
	3.3.2 Secteur pharmaceutique		45
;	3.4 Chimie		48
;	3.5 Technologies de l'informa	tion et de la communication	50
	3.5.1 Télécommunications		50
	3.5.2 Logiciels		51
;	3.6 Luxe		<b>52</b>
4	4. Réussites récentes		54
	4. Réussites récentes 5. Étiquette		54 60
ļ	_		
!	5. Étiquette		60
!	5. Étiquette 6. Adresses utiles		60 64
!	5. Étiquette 6. Adresses utiles 6.1 En Belgique		<b>60 64</b> 65



# **Données** générales

Q

### 1. Données générales

La Fédération de Russie est une république fédérale composée de 47 régions (oblast en russe) dont une est autonome, de 21 républiques, 4 districts (okrug), 9 kraïs (équivalent des provinces) et deux villes fédérales : Moscou, qui est aussi la capitale, et Saint-Pétersbourg.

La **population** est importante mais en déclin : 141,9 millions d'habitants dont 73 % en zone urbaine, un taux de natalité de 12,4 naissances par mille habitants et un taux de mortalité de 14,2 pour mille. La population diminue depuis le milieu des années 90.

- → Lors du dernier recensement datant de 2002, les villes les plus importantes étaient Moscou (10,4 millions d'habitants), Saint-Pétersbourg (4,5 millions), Novossibirsk (1,4 million), Ekaterinbourg (1,3 million) et Nizhny Novgorod (1,3 million).
- → L'espérance de vie à la naissance est faible, avec 62 ans pour les hommes et 74 ans pour les femmes.
- → Il y a 45,9 % d'hommes et 54,1 % de femmes dans le pays.
- → La population est composée de Russes à 79,8 %, de Tatars à 3,8 %, d'Ukrainiens à 2 %, de Bachkirs à 1,1 %, de Tchouvaches à 1,1 % et d'autres minorités ethniques. Entre 15 et 20 % des Russes sont orthodoxes, 10 à 15 % sont musulmans et 2 % sont des chrétiens de confessions diverses.

La superficie de la Russie est de 17 098 242 km², faisant du pays le plus grand du monde (560 fois la Belgique). Seul 12,6 % des terres sont considérées comme terres agricoles selon les standards de la FAO. Les plus fertiles sont les «terres noires» ou Tchernoziom en russe, qui représentent la moitié des terres cultivées et qui s'étendent de la frontière russo-ukrainienne jusqu'en Sibérie. La population se concentre le long de l'axe reliant la Russie d'Europe au sud-ouest de la Sibérie, tandis que le nord et l'est du pays sont désertés.

La langue officielle est le russe. L'anglais est relativement peu parlé par la population, même si c'est moins le cas dans les milieux d'affaires.

Les ressources naturelles les plus importantes du pays sont le gaz (25 % des réserves mondiales) et le pétrole (6,4%), mais il dispose également de minerai de fer, de manganèse, de chrome, de nickel, de platine, de titane, de cuivre, de phosphates, de diamants, d'or et de bois brut (les forêts de Sibérie sont estimées à 20 % des ressources mondiales de bois brut).

Le climat russe est très varié: continental humide en Russie européenne, subarctique en Sibérie et dans le nord proche du pôle. Les températures moyennes du mois d'avril à Moscou et Saint-Pétersbourg devraient se situer entre 0 et 10 °C.

La monnaie nationale est le rouble russe (RUB), soit 100 kopeks. En date du 22 novembre 2010, un RUB valait 0,0247 EUR. Le prix du Big Mac¹ est de 71 RUB en 2010, signifiant que le pouvoir d'achat d'un euro est 17 fois supérieur en Russie par rapport à la zone euro.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Utilisé par l'hebdomadaire The Economist pour rendre compte du pouvoir d'achat des différentes devises.



# **Données** économiques

### 2. Données économiques

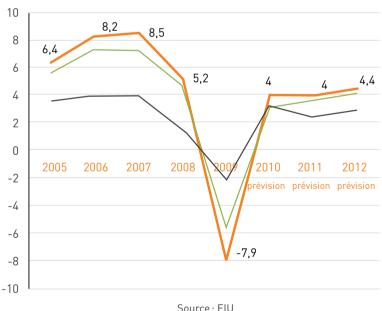
### 2.1 Indicateurs clés

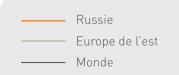
#### 2.1.1 P.I.B.

### P.I.B. en volume

Durant l'année 2009, le produit intérieur brut nominal russe s'est élevé à 1 232 milliards d'USD. Le P.I.B. par tête s'élève quant à lui à 8 680 USD. Sur base des estimations actuellement disponible, le P.I.B. atteindrait 1 569 USD en 2010 alors que le P.I.B. par tête serait de 11 070 USD.

#### Taux de croissance du P.I.B.





Source : EIU

Portée par la hausse du prix des matières premières et l'apparition d'une classe moyenne dans les grandes villes, la Fédération de Russie a connu durant le début des années 2000 une croissance fulgurante, principalement due aux secteurs du commerce, de la construction et de la finance. L'enrichissement progressif de la population, soutenu par une facilitation d'accès aux crédits bancaires, s'est traduit à la hausse dans les chiffres de vente de détail ainsi que dans ceux de la consommation des ménages.

La prépondérance des matières premières dans l'économie russe (le secteur des hydrocarbures représente 67,4% des exportations ou encore 20,5% du P.I.B. et 14,0% de l'ensemble des investissements domestiques en 2009. Le secteur comptait pour 30% des investissements directs étrangers en 2007²) est et restera l'élément déterminant dans la politique économique menée par les autorités. Avec 25% des réserves prouvées de gaz ainsi que 6,4% des réserves de pétrole, le pays est un géant de l'énergie et la politique menée par Vladimir Putin lors de ses deux mandats comme président de la Fédération entendait renforcer cette situation.

Mais de nombreuses recherches montrent qu'une dépendance trop forte envers les ressources naturelles ne va pas de pair avec une croissance soutenue à long terme. Lorsque la crise a éclaté en 2008, la Fédération de Russie a fait les frais d'un surinvestissement dans le secteur énergétique au détriment des autres branches de son économie, et le pays a été un des plus gravement touché par le ralentissement mondial.

Suite à la réduction de la demande globale d'hydrocarbures, le prix du baril a atteint un prix moyen de 51 USD en mars 2009, venant de 147 USD le baril en juillet 2008. Cette chute des prix de l'énergie a eu des effets dévastateurs sur le budget, ainsi que sur la confiance des ménages. De plus, le secteur financier russe étant relativement peu développé, de nombreuses entreprises faisaient appel au crédit international afin de financer leurs investissements et ont dû faire face à des restrictions de crédit tant à l'interne qu'à l'externe.

La baisse de la demande de gaz et de pétrole a entraîné le rouble dans sa chute, passant de 23,35 à 35,76 RUB/USD. Afin de freiner cette dévaluation, la Banque centrale russe a dû augmenter son taux directeur, renforçant de ce fait les effets de la limitation du crédit et réduisant drastiquement la capacité des entreprises à emprunter pour investir.

Grâce aux réserves importantes constituées lors des années de croissance, le gouvernement disposait des finances pour réagir avec force afin de soutenir l'économie. La réaction du Kremlin a principalement consisté en :

- → Une utilisation des réserves de devises accumulées durant les années de croissance afin de soutenir le rouble (utilisation de 201,8 milliards d'USD entre août 2008 et janvier 2009).
- → Un soutien au secteur financier et une aide aux entreprises afin de payer leurs dettes extérieures (200 milliards d'USD), assorti d'une réduction des exigences de réserves des banques et des garanties sur les dépôts bancaires.
- → Une réduction des taxes (baisse de 24 à 20 % du taux d'imposition sur les profits des entreprises).
- → Des mesures protectionnistes (hausse des taxes à l'importation de véhicules et de sucre, protection du secteur agricole national, mesures sanitaires et phytosanitaires plus strictes ou encore protection de «secteurs stratégiques»).
- → Un ralentissement du processus de privatisation et une reprise de contrôle dans plusieurs grandes banques russes.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Chiffres de la Banque Mondiale, du Fond Monétaire International et d'Alfa Bank.

L'effet positif de ces mesures étant évident au regard de la rapidité de la reprise en Russie, le gouvernement a dès lors réduit progressivement son soutien durant l'année 2010. Le pays a renoué avec la croissance en 2010 (les experts estiment que le P.I.B. russe augmentera de 4% entre 2009 et 2010). Entre les deux premiers trimestres de 2009 et ceux de 2010, le P.I.B. a progressé de 28,8%. Porté par une remontée des prix des matières premières, le déficit budgétaire devrait être progressivement ramené de 5,4% en 2010 à 2,9% en 2013. Les ventes de détail ont repris et on s'attend à une augmentation annuelle moyenne de 5% de celles-ci entre 2010 et 2014. L'immensité du marché du plus grand pays au monde et le potentiel de croissance de la demande nationale (actuellement à 50% du P.I.B. contre 60% dans l'ensemble de l'OCDE) sont autant de raisons d'être optimistes quant à la reprise russe.

Mais pour que celle-ci s'inscrive dans la durée, le gouvernement a mis en place des plans destinés à attaquer les problèmes structurels de la Russie, à savoir son infrastructure archaïque, sa dépendance envers le secteur énergétique, l'importante bureaucratie, les problèmes de corruption³ et le manque d'initiative privée et de liberté d'entreprendre. L'arrivée de Dmitri Medvedev au poste de président de la Fédération a été à la source de nombreux choix politiques en ce sens :

- → Mise en avant de la Russie en tant qu'acteur de premier plan dans le domaine des nouvelles technologies (création du Technoparc de Skolkovo, dont le régime de taxation favorise l'entrée de capitaux étrangers, mise en place de quatre zones économiques spéciales consacrées aux nouvelles technologies et de la Société de Nanotechnologies Rusnano).
- → Diversification économique vers le domaine de la finance (projet de faire de Moscou un centre financier mondial).
- → Soutien aux créations de PME (plan d'action dans la région d'Irkutsk en Sibérie pour une valeur de 18 millions d'USD, alors que d'autres régions envisagent des actions similaires).
- → Mise en place de plans de long terme dans le domaine des infrastructures (Stratégie 2030 pour le rail, Health 2020 dans le domaine des infrastructures de soin, Jeux Olympiques d'hiver 2014 de Sotchi et coupe du monde 2018).
- → Relance des programmes de privatisation dans l'ensemble des secteurs de l'économie, avec notamment en octobre 2010 l'approbation d'une des plus grandes opérations de privatisation jamais réalisée (pour un montant estimé de 42 milliards d'EUR sur 5 ans).
- → Relance du processus d'adhésion à l'OMC.
- → Création d'une union douanière avec la Biélorussie et le Kazakhstan.
- → Négociations avec l'Union Européenne afin de créer une zone de migration sans visa entre la Russie et l'Europe.
- → Diversification des exportations d'hydrocarbures (construction de nouveaux pipelines vers l'Europe afin d'éviter les problèmes de transit (Nord Stream, South Stream), augmentation des exportations vers l'Asie pour réduire la dépendance envers l'Europe).

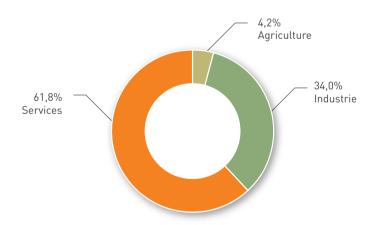
<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Selon le classement 2010 de Transparency International, le pays est 154° sur 178 en ce qui concerne l'indice de perception de corruption.

De manière générale, le climat d'affaires s'améliore en Russie et les investisseurs sont à nouveau les bienvenus. L'adhésion à l'OMC promet de faciliter encore le règlement des différents commerciaux avec le pays, et les récentes déclarations concernant la lutte contre la corruption sont encourageantes même s'il faut à présent voir si elles vont être suivies d'actes. Le climat politique est excessivement stable, et les élections présidentielles de 2012 ne devraient pas changer la donne (une opposition déstabilisante entre Dmitri Medvedev et Vladimir Putin est très peu probable selon les experts).

«The prestige of our homeland, the national welfare, cannot depend on the achievements of the past forever (...) The time has come for us — that is, today's generation of the Russian people — to make our contribution to lift up Russia to a new, higher stage in the development of our civilization.»

Dmitri Medvedev, discours annuel de 2009, novembre 2009

### Composition sectorielle du P.I.B. en 2010



Source : EIU, prévisions 2010 basées sur les 11 premiers mois de l'année.



### **Agriculture**

Avec son climat présentant des hivers rudes sur la majorité du territoire, la Russie ne dispose pas des meilleures conditions météorologiques pour développer son agriculture. De ce fait, seul 12,6% des 17 098 242 km² et 9,6% des 66 995 000 travailleurs que compte la Russie sont employés à des fins de production agricole. De plus, ces terres sont occupées par une majorité de petites fermes, avec 18 millions de petites exploitations en 2010, dont 16 millions sont des petits lopins de terre d'une taille de 0,44 hectare de moyenne et près de la moitié est aux mains des ménages.

La productivité agricole souffre d'une infrastructure insuffisante et de moyens de transport inadaptés. L'usage d'engrais est peu répandu, et les investissements en machines récentes manquent cruellement (plus de 60 % des machines agricoles russes sont obsolètes et devraient être remplacées). Cette situation, héritage de la période soviétique, est également due à la loi de répartition des sols de 2001, qui ne réglemente pas avec précision la commercialisation des terrains agricoles.

Les «terres noires», constituant la moitié des terres cultivées, s'étendent du lac Baïkal à la frontière russoukrainienne, mais le manque d'investissement empêche de tirer le meilleur parti de ces terres pourtant considérées comme les plus fertiles du monde.

Suite à la détérioration rapide de la situation agricole durant les années 90 et le début des années 2000, le gouvernement a pris des mesures de soutien au secteur, déclaré priorité nationale en 2005. En 2006 et 2007, ce ne sont pas moins d'un milliard d'USD d'aides publiques qui furent alloués à l'agriculture.

De nombreuses disputes commerciales persistent encore dans le domaine des produits agricoles (mesures sanitaires et phytosanitaires, aides aux agriculteurs et restrictions à l'importation de viande), même si l'adhésion prochaine de la Russie à l'OMC, attendue avant fin 2011, devrait résoudre nombre d'entre eux. La sécheresse et les incendies de l'été 2010 et leurs effets sensibles sur le secteur agricole (le gouvernement évalue les récoltes à 48 millions de tonnes alors qu'elles étaient estimées à 97,1 millions en 2009) ont poussé le Kremlin à déclarer l'état d'urgence. Les exportations de blé russe font l'objet d'une interdiction depuis le 15 août 2010, et celle-ci ne devrait pas être levée avant le 1er juillet 2011. Un total de 1,15 milliard d'USD a été débloqué pour venir en aide aux agriculteurs touchés par la sécheresse.

Le gouvernement se dit déterminé à relancer l'agriculture et à atteindre l'autosuffisance dans le domaine agricole. Dans l'effort de modernisation que cette politique impliquera, les entreprises belges pourront saisir de nombreuses opportunités.



#### Industrie

La majorité de l'industrie russe est active dans le domaine de l'extraction et de l'exploitation de ressources naturelles. Des 9 334,2 milliards de RUB que représentait l'industrie en 2009, 27 % sont générés par l'industrie de l'extraction et l'exploitation de matières énergétiques et 3 % proviennent de l'extraction de matières premières hors énergie. Le raffinage des produits du pétrole représente quant à lui 8 % de l'activité industrielle russe, tandis que sur le premier trimestre 2010, l'extraction et l'exploitation de matières premières comptait pour 11 % du produit intérieur brut du pays.

Parmi les autres industries prépondérantes, on retrouve l'industrie agro-alimentaire (10%), la fabrication de produits du métal (8%), l'industrie chimique (5%), les machines et biens d'équipement (4%) et les véhicules de transport (4%). Le secteur de l'industrie est dominé par des entreprises de grande taille, héritage des années de planification soviétique. La proportion de PME dans l'économie russe est de l'ordre de 15%.

De manière générale, le parc industriel russe est obsolète. Les machines utilisées sont moins performantes que leurs équivalentes occidentales, et la production industrielle russe est souvent moins compétitive que la production importée. C'est particulièrement le cas des produits à haute composante technologique, tels que les produits chimiques ou pharmaceutiques ainsi que les matériaux de construction, où les acheteurs préfèrent les produits importés aux produits locaux souvent plus chers et moins performants.

Malgré un ralentissement durant la crise économique, la politique de privatisation du gouvernement a été relancée en 2010 au vu des besoins de modernisation et afin de lever les fonds nécessaires au rétablissement des finances publiques. De nombreux fleurons de l'économie russe ont fait l'objet d'annonces de libéralisation en octobre 2010 (concernant entre autres Rosneft (pétrole), Sberbank et VTB (secteur bancaire) ou encore le groupe ferroviaires RJD).

La dépendance extrême de l'industrie russe vis-à-vis du secteur des matières premières s'est révélée être une faiblesse lors de la crise financière et a poussé le gouvernement à mettre en place un grand programme de diversification de l'industrie. Le parc technologique de Skolkovo dans la région de Moscou en est la figure de proue. Conçu sur le modèle de la Sillicon Valley aux États-Unis, le projet se veut une étape majeure dans la voie vers la transformation de l'économie russe en une économie de la connaissance et de l'innovation. L'implication politique et financière du gouvernement laisse à penser que le projet ne serait pas une nouvelle tentative sans avenir:

- → 54 milliards d'USD débloqués entre 2011 et 2013.
- → Régime spécial de taxation pour les entreprises actives à Skolkovo (possibilité d'exemption de la TVA, taxes nulles sur les profits et sur la propriété durant les dix premières années d'activité sur le site, exemption de droits de douanes et taxe sociale unifiée réduite à 14%).
- → Implication de Dmitri Medvedev, portant le projet dans chaque rencontre internationale (Allemagne, Italie, États-Unis, Singapour, etc.).
- → Implication du gouverneur de Californie Schwarzenegger et des entreprises de la Silicon Valley américaine.

"I love places where there is an extraordinary potential (...) It's almost like looking at a gold or diamond mine and saying: all you got to do is go in there and get it."

Gouverneur Schwarzenegger, au sujet de la modernisation de la Russie, octobre 2010

#### Services

Malgré un développement rapide durant les années 2000 afin de satisfaire les besoins d'investissements découlant de la croissance soutenue ainsi que l'augmentation des dépôts bancaires suite à la hausse des revenus réels des ménages, le secteur bancaire russe reste moins développé que ses concurrents internationaux.

La finance russe se caractérise par la présence de grands groupes détenant la majorité des actifs bancaires<sup>4</sup> alors qu'une multitude de petits établissements se partagent les parts de marché restantes. Toutefois, le nombre d'organisations de crédit enregistrées à la Banque de Russie tend à diminuer ces dernières années (passant de 2 481 en 1999 à 1 178 en 2010) et, la crise aidant, le nombre de banques inefficientes devrait se réduire afin de laisser la place aux acteurs compétitifs. La majorité des ces établissements sont situés dans la région de Moscou et de Saint-Pétersbourg.

La faiblesse du secteur financier russe a poussé les nombreuses entreprises ne disposant pas d'assez de fonds propres à utiliser le marché international afin de financer leurs investissements. C'est pourquoi, lors de l'éclatement de la crise économique, le rationnement du crédit a eu un impact si grand sur l'économie : les banques internationales ont restreint les crédits et le secteur national n'a pas été en mesure de combler le manque.

Afin de moderniser le secteur bancaire, le gouvernement a mis sur pied un plan d'action voulant faire de Moscou un centre financier mondial. Toutefois, selon certains experts, la capitale devrait plutôt devenir un centre financier régional en comptant sur l'importance du potentiel économique du pays ainsi que des échanges avec les pays de l'ex-URSS.

Dans le secteur hôtelier, la Russie offre de nombreuses perspectives. Le secteur manque cruellement d'établissement de milieux de gamme, les prix restent prohibitifs et Moscou est la 4° ville au monde en termes de coût de la vie (1° en Europe).

Le secteur des soins de santé devrait également connaître une croissance au cours des prochaines années. Le plan national « Health 2020 », dont l'objectif est d'augmenter l'espérance de vie et offrir une assurance médicale aux 142 millions de Russes devrait sans aucun doute stimuler la demande de soins.

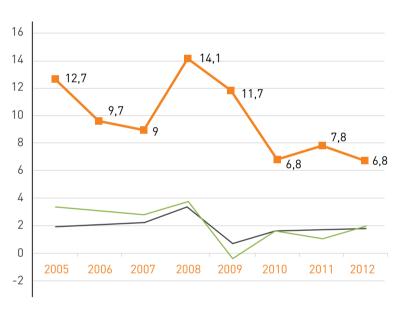
Dans le domaine de la logistique également, il y aura un besoin d'investissements. Le défi est de taille car le pays est immense et le climat y est rude. L'infrastructure de piètre qualité ainsi que le manque de technologies logistiques récentes limitent le volume de transport dans le pays. Du fait de la position géographique idéale de la Russie ainsi que de l'augmentation du commerce (adhésion à l'OMC prévue avant fin 2011) et du niveau de vie des Russes, le secteur logistique devrait se développer rapidement dans les mois à venir. De nombreux événements de grande ampleur se tenant sur le sol russe (Jeux Olympiques d'hiver de Sotchi et reconversion du site en circuit de formule 1, sommet de l'APEC à Vladivostok) devraient stimuler le développement de voies de transport et de lieux d'accueils.

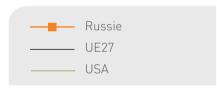
Finalement, le secteur des technologies de l'information et de la communication est relativement peu développé, mais est en plein essor actuellement, offrant dès lors de bonnes possibilités d'affaires pour les entreprises belges.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Sberbank totalise 27 % des actifs banquiers russes (7 milliards de RUB), tandis que Gazprombank, RAB, la Bank of Moscow et VTB détiennent ensemble 4,1 milliards de RUB.

#### 2.1.2 Inflation

#### Taux d'inflation, en %





Source : EIU

L'inflation est un problème récurrent pour les autorités russes. Durant la première décennie 2000, le pays a en effet systématiquement dépassé les 5% d'inflation et le taux moyen de croissance des prix entre 2000 et 2008 était de 7%. Les résultats russes sont en ce sens inférieurs à ceux des autres pays BRIC. Après un record de 14,1% entre 2007 et 2008, l'indice des prix à la consommation s'est contracté suite au ralentissement économique sévère ayant touché le pays.

Comptant sur l'effet de la crise, le gouvernement tablait sur une inflation de 6 % en 2010 et visait les 3 % dans le long terme. Le taux d'intérêt, fixé par la Banque Centrale Russe, avait d'ailleurs été baissé à 7,75 % afin d'éviter une chute trop importante des prix et soutenir l'économie.

Toutefois, suite à la sécheresse et aux incendies de l'été 2010, les prix des produits de l'agriculture se sont littéralement envolés (+16,6% pour le sarrasin et +5,8 pour la farine sur les deux premières semaines d'août) tandis qu'en septembre, la Russie a vu les prix de nombreux produits augmenter<sup>5</sup>. L'indice des prix à la consommation a logiquement suivi, augmentant de 0,4% durant la première moitié du mois d'août, et de nombreux autres indicateurs monétaires pointent vers une inflation à la hausse.

Mais au vu de la fragilité de la reprise russe, la Banque Centrale rechigne à remonter son taux directeur, sans compter que cela ferait s'apprécier le rouble et pénaliserait dès lors les exportateurs hors secteur énergétique. C'est pourquoi les analystes estiment que la Banque Centrale devrait laisser l'inflation atteindre 7,8% en 2011.

### **2.1.3 Change**

### Taux de change nominal RUB/USD

(échelle inversée)



<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Produits laitiers, fromages et œufs (+6,1%), huiles et matières grasses (+4,7%), produits panifiés et gruaux (+2,7%), sucres, marmelades, miels, chocolats et bonbons (+2,1%), poissons et fruits de mer (+0,9%), légumes (+0,8%) ou encore viandes et produits de boucherie (+0,7%).



La crise économique a eu un effet dévastateur sur la monnaie russe. Alors que 100 RUB permettaient d'acquérir 4,28 USD en juillet 2008, la même somme ne valait plus que 2,79 USD en février 2009. La contraction de l'économie mondiale a en effet fait chuter la demande pour les produits exportés par la Russie, et plus particulièrement pour les hydrocarbures, ce qui a entraîné le rouble à la baisse.

La stratégie suivie par le gouvernement a été de ralentir la chute de la devise afin de permettre aux agents économiques de s'adapter aux évolutions monétaires. Toutefois, cela n'a pas été sans effet sur la croissance, qui s'est ralentie du fait du renchérissement des importations.

Suite à l'action de la Banque Centrale qui a utilisé 201,8 milliards d'USD entre août 2008 et janvier 2009, la chute de la monnaie a pu être enrayée. Depuis début 2009, on assiste à une réévaluation du RUB. Ainsi entre décembre 2009 et le mois de août 2010, le taux de change effectif réel<sup>6</sup> s'est apprécié de 9,06 % et a rattrapé son niveau d'avant la crise. Alors que la monnaie russe suivait une tendance à la hausse précédemment à la crise, celle-ci semble s'être stabilisée récemment du fait de la reprise modeste des partenaires économiques russes et des pressions considérables sur l'EUR.

Dans la guerre des changes qui a fait la une de l'actualité fin 2010, la Russie n'a pas joué de rôle prédominant. Selon l'ancien vice-président de la Banque de Russie et responsable des études macroéconomique du Haut collège d'économie Sergueï Alexachenko, la Russie n'aurait rien à gagner à suivre une politique de dévaluation compétitive, car elle n'exporte pas de produits que la chute du rouble pourrait soutenir.

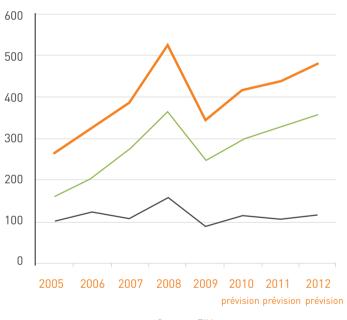
Finalement, la Banque Centrale a fait savoir en octobre 2010 qu'elle élargira d'ici 2013 la bande de prix dans laquelle les transactions de roubles sont autorisées, réduisant de ce fait son degré d'intervention sur le marché monétaire.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Il s'agit d'un taux de change prenant en compte l'indice des prix et pondérant le taux de change nominal selon un panier de devises représentatif des exportations et importations du pays. Il est de ce fait plus proche d'un indicateur de la compétitivité du pays en question.

### 2.2 Commerce extérieur

#### 2.2.1 Relations commerciales mondiales

### Flux des échanges internationaux de marchandises milliards d' USD aux prix du marché





Source: EIU

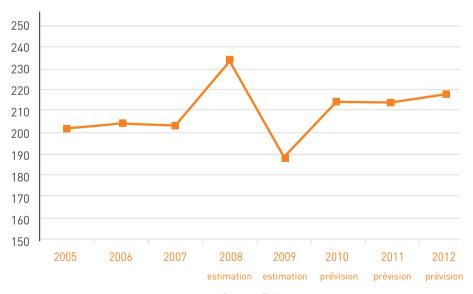
Durant les années précédant la crise, la valeur des exportations russes a augmenté à une vitesse phénoménale. C'est sans conteste l'influence des prix du pétrole et du gaz qui est observable ici. En effet, la majorité des exportations sont réalisées dans le domaine des matières premières. Les importations ont suivi cette tendance à la hausse, principalement du fait de l'augmentation du niveau de vie des Russes, qui se sont tournés davantage vers les produits importés à haute valeur ajoutée des économies extérieures.

La crise de fin 2008 a gravement touché à la fois les exportations et les importations. La demande mondiale d'hydrocarbures s'est fortement contractée alors que les économies du monde entier souffraient de la crise, diminuant le volume des exportations de matières premières russes. Ce mouvement, couplé à une chute des prix de ces produits, explique la diminution considérable de la valeur des exportations russes en 2009. De même, la chute du niveau de vie de la population et le renchérissement des importations suite à la dévaluation du rouble ont limité l'achat de biens à l'étranger.

De plus, les mesures anticrise mises en place par le gouvernement au plus fort du ralentissement ont renforcé ce phénomène. Une stratégie de soutien à la production nationale et de substitution à l'importation a en effet été mise sur pied par le Kremlin. Finalement, l'imposition d'une interdiction d'exporter du blé suite aux sécheresses de l'été 2009 a également limité le niveau des exportations.

Toutefois, on observe un regain de vitalité du commerce international russe. La hausse du prix du pétrole s'est traduite en une augmentation des exportations de 50 % durant la première moitié de 2010 et la reprise de l'économie, bien que fragile, a relancé les importations. Les termes de l'échange russes, mesurés comme le rapport des prix des exportations sur celui des importations, se sont considérablement améliorés entre 2009 et 2010 après s'être détériorés entre 2008 et 2009. Toutefois, malgré cette amélioration, ils ne sont actuellement pas encore revenus à leur niveau d'avant la crise.

### Termes de l'échange russe (1999=100)



Source : EIU

### Les principaux clients du pays en 2009 sont

- → Les Pays-Bas (9,9%)
- → L'Italie (6,0%)
- → L' Allemagne (5,8%)
- → Et la Chine (5,3%)

L'interconnexion entre l'économie de l'Union européenne et celle de la Russie est un des déterminants de la politique énergétique et de sécurité établie entre les ces deux acteurs internationaux. En effet, la Russie est le troisième plus grand partenaire commercial de l'Union après les États-Unis et la Chine alors que l'Union est le premier partenaire commercial de la Russie.

### Les clients les plus importants sont également pour la plupart les fournisseurs clés de l'économie Russe. On y retrouve en 2009

- → L'Allemagne (14,2%)
- → La Chine (13,9%)
- → L'Ukraine (5.4%)
- → Et l'Italie (4,8%)

Deux grandes tendances pourraient toutefois modifier ces répartitions.

Tout d'abord, l'adhésion future de la Russie à l'OMC risque de modifier la donne quant à l'accès au marché russe pour les exportateurs, principalement en ce qui concerne les services. Suite à une procédure commencée en 1993 et ayant duré bien plus longtemps que de coutume, le pays est pressenti pour accéder au statut de membre de l'OMC avant fin 2011. Le réchauffement des relations avec l'Amérique suite à l'arrivée au pouvoir de Barack Obama a en effet permis de reprendre les négociations d'adhésion sur de nouvelles bases. Selon les experts de la Banque Mondiale, l'adhésion de la Russie devrait également apporter une plus grande prévisibilité quant à la politique économique du pays.

Ensuite, l'union douanière réalisée entre la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan pourrait modifier les flux des échanges internationaux. L'introduction au 1<sup>er</sup> juillet 2010 de cette union devrait résulter en l'abolition des mesures de contrôle aux frontières entre les trois pays membres, en une harmonisation des régulations du commerce extérieur et en la création d'un tarif extérieur commun.



#### Les principaux produits exportés en 2009 par la Russie sont

- → Les pétroles, combustibles et gaz (67,4%)
- → Les métaux (12,9 %)
- → Les produits chimiques (6,2%)
- → Et les machines et appareils (5,9 %)

### Du côté des importations, on retrouve principalement

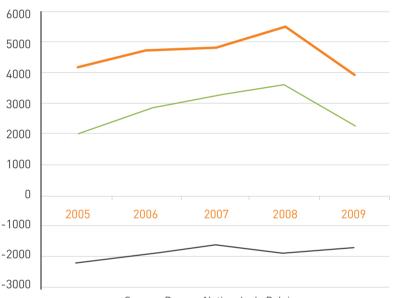
- → Les machines et appareils (43,4%)
- → Les produits agricoles (18,0%)
- → Les produits chimiques (16,7%)
- → Et les métaux (6,7%)

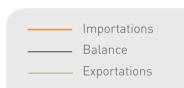
Cette configuration reflète à nouveau la prépondérance des matières premières dans l'économie russe. De nombreux programmes mis en place au cours de l'année 2010 laissent toutefois à penser que la situation devrait changer dans les années à venir. D'un côté, le projet de diversification du Président Medvedev devrait s'il est mené à bien réduire la dépendance du pays envers les hydrocarbures et de l'autre, on peut douter de la capacité des infrastructures de production d'énergie russes à suivre le rythme de la demande. Si le projet de centre technologique de Skolkovo réussit, il risque fort bien de déclencher à long terme une augmentation de la proportion des produits de haute technologie dans les exports russes.

La Russie suit également une stratégie de substitution à l'importation dans le domaine des produits agricoles, destinée à atteindre l'autosuffisance alimentaire.

### 2.2.2 Relations commerciales avec la Belgique

### Échanges bilatéraux de biens entre la Belgique et la Russie, millions d'EUR





Source : Banque Nationale de Belgique

Bien qu'étant un partenaire d'une importance considérable pour l'Union européenne dans son ensemble, la Fédération l'est un peu moins pour l'économie belge. Au 17e rang des clients de la Belgique et 12e pays fournisseur de celle-ci, il reste une marge de manœuvre pour augmenter l'intensité des relations commerciales entre les deux pays.

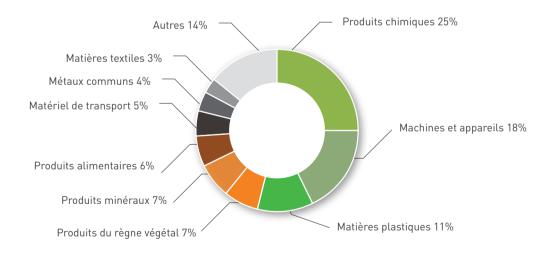
Les échanges commerciaux belgo-russes n'ont pas échappé à la crise financière et économique de 2008, et les effets de celle-ci sont globalement similaire à ceux décrits dans la section précédente. Après une période d'accélération du commerce jusqu'en 2008, le ralentissement mondial des échanges s'est fait à la fois sentir au niveau des importations et des exportations. La majorité des importations belges en provenance de Russie sont des produits minéraux (à concurrence de 57 % du total) et à ce titre, elles ont été fortement touchées par la crise.

Sur base des neuf premiers mois de 2010, les exportations belges à destination de la Fédération de Russie se sont chiffrées à 2 490,2 millions d'EUR, soit un accroissement de 49,8% par rapport à la période correspondante de 2009. Les importations belges en provenance de la Russie se sont quant à elles établies à 4 668,6 millions d'EUR soit une croissance de 82,2% par rapport à la même période en 2009.

La balance commerciale entre les deux partenaires fluctue depuis ces trois dernières années après que le déficit se soit réduit entre 2005 et 2007. Du fait de la dépendance énergétique envers la Fédération, la balance commerciale est largement déficitaire pour la Belgique.

La banque de données de l'Agence pour le commerce extérieur démontre l'intérêt que témoignent les entreprises belges pour le marché russe. Fin octobre 2010, celle-ci comptait 2 171 exportateurs actifs dans la pays et 2 874 entreprises intéressées par le marché russe. Ces chiffres sont suppérieurs à ceux de la Chine, et ils ne sont pas loin de ceux relatifs aux États-Unis.

### **Exportations belges en Russie** en 2009

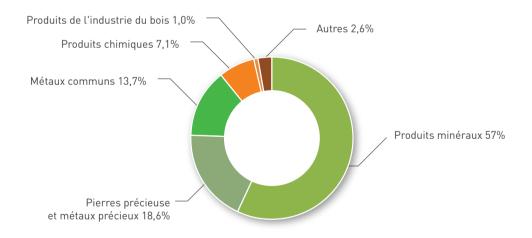


Source : Banque Nationale de Belgique

Les exportations belges en Russie reflètent très bien les avantages comparatifs de notre pays. Plus de la moitié des exportations concerne les trois fleurons de l'industrie belge: les produits chimiques, les plastiques et l'industrie des machines et appareils.

L'exportation de produits chimiques a relativement bien résisté à la crise, se contractant de 12,6 % entre 2008 et 2009. Les secteurs des machines et appareils ainsi que des matières plastiques ont quant à eux été fortement touchés, les exportations se réduisant respectivement de 37,7 et 38 %. Les résultats sont sensiblement identiques si l'on s'en tient aux neuf premiers mois de l'année 2010.

### Importations belges de Russie en 2009



Source : Banque Nationale de Belgique

À l'importation, quatre sections se sont attribué 88,7% des importations belges en 2009.

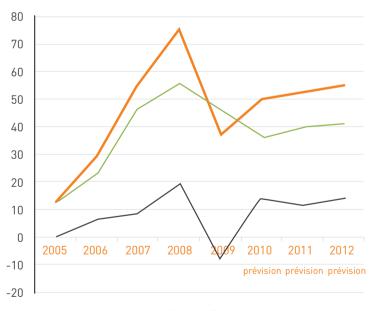
Avec une part de 57,0 %, la section des produits minéraux devance de loin les autres. Les importations de ce groupe de produits se sont chiffrées à 2 259,4 millions d'EUR, en régression de 33,4% par rapport à 2008. Cette section a été suivie par les pierres précieuses et métaux précieux dont la part, en progression, s'est élevée à 18,6% et dont les achats ont représenté 738,4 millions d'EUR, soit un recul de 6,7% par rapport à 2008. Finalement, en troisième position, se sont rangés les métaux communs et ouvrages avec une part s'établissant à 13,7%. Alors qu'en 2008, les achats de cette section s'étaient encore accrus de 3,3%, ils ont fléchi de 5,6% en 2009 pour s'établir à 543,3 millions d'EUR.

La réduction des importations dans ces trois secteurs ne doit bien évidemment pas être vue comme un changement structurel. De fait, la majorité des importations belges en provenance de Russie se sont contractées entre 2008 et 2009, à l'exception du cas particulier des produits de l'industrie du bois dont les importations belges ont crû de 9 % sur la période.

Sur base des neuf premiers mois de 2010, ce sont toujours les produits minéraux (46,7%) et les pierres précieuses et métaux précieux (27,7%) qui représentent la majorité de nos importations de Russie.

### 2.3 Investissements directs étrangers

### Flux d'investissements directs étrangers russes, en milliard d'USD courants



Flux d'IDE entrantsFlux d'IDE sortantsBalance

Entre 2005 et 2008, la part des flux d'IDE mondiaux adjugés à la Russie a plus que triplé, passant de 1,36 à 5,02 %. À eux seuls, ces chiffres témoignent de l'importance croissante du marché russe pour les investisseurs étrangers. Traditionnellement un des pays BRIC les moins courus des investisseurs jusqu'en 2002, la Russie dépasse l'Inde en termes de flux d'IDE à partir de 2003, ainsi que le Brésil à partir de 2006. Les estimations des experts de l'Economist Intelligence Unit confirment cette tendance à l'émergence de la Russie comme terre d'IDE jusqu'en 2012.

2009 a vu se produire un net recul des flux d'IDE, bien que ceux-ci soient restés positifs. La crise économique a en effet eu pour conséquence un recul des investissements direct étrangers au niveau mondial dont les effets en Russie ont été amplifiés par les mesures protectionnistes et de substitutions à l'importation mises en place. Selon les estimations, les flux entrants en 2012 seront encore inférieurs à ceux d'avant la crise.

Nonobstant cet épisode, les IDE en direction du pays et dans une moindre mesure ceux provenant de la Russie sont en croissance depuis le début des années 2000. La politique mise en œuvre par le président Putin lors de son second mandat et considérablement étendue par le président Medvedev depuis son arrivée au Kremlin est un déterminant décisif de cette ouverture aux IDE. Afin de se moderniser et de se diversifier, le pays aura en effet besoin de la technologie, de l'expertise de gestion ainsi que des capitaux en provenance de l'étranger. La politique d'ouverture actuelle s'axe sur les points suivants:

- → Partenariats avec des entreprises occidentales afin de générer des IDE associés à des transferts de technologies et créations d'emplois nécessitant des compétences avancées.
- → Initiatives juridiques visant à améliorer le climat d'investissement (régime spécial pour les investissements dans le Technoparc de Skolkovo, amendement de lois dans le cadre des investissements pour les Jeux Olympiques d'hiver de Sotchi, etc.).
- → Programmes de privatisations de grande ampleur, avec ouverture aux capitaux étrangers.
- → Création de «zones économiques spéciales» en 2005 dans lesquelles les IDE sont facilités (quatre zones d'innovation technologique à Tomsk, Saint-Pétersbourg, Zelenograd et Doubna et deux zones de production industrielle à Yelabouga et Lipetsk).
- → Réduction en mai 2008 des contraintes régissant les investissements dans les secteurs stratégiques russes.
- → Politique de réforme du système bancaire, visant à faire de Moscou un centre financier mondial.

Toutefois, malgré ces améliorations, les IDE en Russie restent faibles au regard de la taille du pays et de son niveau de développement. Ceci est principalement dû à

- → Des faiblesses institutionnelles : problèmes concernant le respect de l'État de droit, ou l'indépendance et la compétence du secteur judiciaire. La Russie est 118° sur 139 pays concernant la force de ses institutions selon le Global Competitiveness Report 2010-2011 du World Economic Forum.
- → La corruption et la bureaucratie : le pays est classé 154° sur 178 pays selon l'indice de perception de la corruption 2010 de Transparency International. Le World Economic Forum classe la Russie 128° sur 139 selon l'importance de la régulation gouvernementale et le pays n'obtient que 21 points sur 100 en termes de protection contre la corruption selon l'Index of Economic Freedom 2010.
- → Des barrières au commerce et aux investissements : le Global Enabling Trade Report 2010 du World Economic Forum classe la Russie 114° sur 125 pays en ce qui concerne la facilité d'y faire du commerce. Il s'agit principalement d'obstacles dans l'accès au marchés (le pays est 125° sur 125), le nombre de taxes distinctes (124°), la transparence de la gestion des frontières (115°) et l'ouverture à la participation étrangère (115°).

L'adhésion prochaine de la Russie à l'OMC devrait assurer une amélioration sur ces fronts et de nombreuses politiques volontaristes du gouvernement afin de réduire la corruption<sup>7</sup> suite aux scandales de la fin 2010 devraient réduire l'importance du phénomène. On l'a vu lorsque la Chine est devenue membre en 2001, l'adhésion à l'OMC considérablement facilité les IDE en leur créant un cadre juridique plus favorable.

En 2009, les principaux pays investisseurs en Russie selon Rosstat étaient le Luxembourg (14,3 % des IDE totaux); les Pays-Bas (14,2 %); la Chine (11,9 %); Chypre (10,1 %); l'Allemagne (9,0 %); le Royaume-Uni (7,8 %); la Suisse (4,4 %); le Japon (3,7 %) et la France (3,0 %). Bien qu'ayant augmenté considérablement entre 2005 et 2008 (+114 % selon l'OCDE), le niveau des IDE belges en Russie reste trop faible au regard de nos voisins. C'est en ce sens que la mission économique conjointe d'avril prend toute son importance.

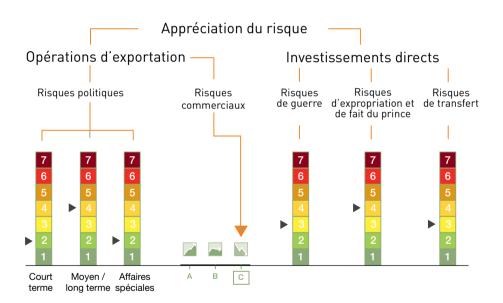
«Russia is changing, perhaps not as quickly as we all might have wanted, but there are changes nonetheless»

Vladimir Putin, discours lors de la 22° réunion du Foreign Investment Advisory Council, octobre 2008

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Deux textes clef ont été signés à ce sujet par Dmitri Medvedev. En juillet 2008, il a signé le National Anti-Corruption Plan définissant les mesures stratégiques et les étapes de la lutte contre la corruption en Russie. Ce document a été complété en avril 2010 par la National Strategy for Countering Corruption.

### 2.4 Appréciation du risque

### 2.4.1 Appréciation du risque selon l'Office National Du Ducroire



L'Office National Du Ducroire (ONDD), assureur-crédit public belge, assure les entreprises et les banques contre les risques politiques et commerciaux dans les relations commerciales internationales se rapportant surtout aux biens d'équipement, projets industriels, travaux et services aux entreprises. Il est également habilité à participer à ces mêmes risques au travers de conventions de partage de risques avec les banques. Dans le cadre de cette activité, l'ONDD établi un classement des pays selon le risque qu'ils représentent pour les investisseurs. Leurs conclusions sur la Russie sont encourageantes sur le plan politique, mais forcent à la prudence sur le plan commercial.

#### Opérations d'exportations

Les «risques politiques» auxquels les investisseurs en Russie s'exposent sont faibles à court terme et modérés à moyen et long terme (classes 2, 4 et 2). Le «risque politique» doit être compris comme étant tout événement survenant à l'étranger qui revêt pour l'assuré ou pour le débiteur un caractère de force majeure comme par exemple les guerres, révolutions, catastrophes naturelles, pénuries de devises, les actes d'autorités publiques ayant le caractère de «fait du prince».

Le «risque commercial» se situe en classe C, soit la plus élevée. Il s'agit du risque de carence du débiteur privé étranger, c'est-à-dire du risque que ce dernier soit incapable d'exécuter ses obligations ou qu'il s'y soustraie sans motif légal. Le risque commercial n'est pas déterminé uniquement par la situation propre au débiteur, mais également par des facteurs macroéconomiques systémiques qui influencent la capacité de paiement de l'ensemble des débiteurs d'un pays.

Pour les opérations ayant une durée de crédit de court terme l'ONDD peut assurer les risques politiques et commerciaux en «open account», c'est-à-dire sans qu'une garantie soit requise. La couverture des opérations d'exportation ayant une durée de crédit de moyen/long terme est, par contre, subordonnée à l'obtention d'une garantie de l'Etat russe ou d'une garantie bancaire pour les affaires avec débiteur public.

#### Investissements directs

Le risque de guerre comprend à la fois le risque de conflit externe et le risque de violence politique interne. La violence politique interne comprend, à son tour, le cas extrême de guerre civile, mais aussi les risques de terrorisme, de troubles civils, de conflits socio-économiques et de tensions raciales et ethniques. La Russie obtient ici une cotation moyenne de 3 sur 7.

Le risque d'expropriation et de fait du prince recouvre non seulement les risques d'expropriation et de rupture des engagements contractuels par l'autorité publique, mais aussi les risques liés au (dis) fonctionnement de l'appareil juridique et le risque potentiel d'un changement d'attitude négatif envers les investisseurs étrangers. Avec une note de 4 sur 7, la Russie obtient un résultat moyen.

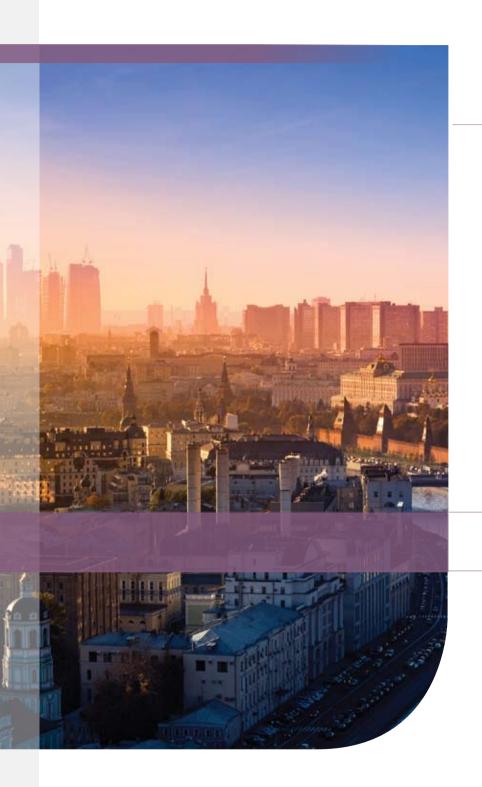
Le risque de transfert est le risque résultant d'un événement ou décision des autorités étrangères empêchant le transfert du montant de la créance payée par le débiteur. Obtenant 3 sur 7, le pays se classe dans la catégorie des risques moyens<sup>8</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Pour de plus amples informations, voir www.ondd.be

### 2.4.2 Autres indicateurs du risque

De nombreuses institutions estiment le risque de faire des affaires dans un pays. Nous ne reprenons ici qu'une sélection des plus connues.

- → Selon le Global Competitiveness Report 2010-2011 du World Economic Forum, la Russie obtient la 63° place sur 139 pays classés selon leur compétitivité, principalement grâce à un secteur de la santé et de l'éducation bien développés ainsi que du fait de la taille du marché russe. Les facteurs les plus problématiques pour faire des affaires sont la corruption (citée par 21,2% des participants à l'enquête), l'accès aux financements (15,5%) et les règlementations fiscales (11,4%).
- → Selon l'Index of Economic Freedom 2010 de la Fondation Heritage, le pays se classe 143° sur 179. Le score obtenu par rapport à la corruption est particulièrement bas. C'est également le même constat qui est fait par Transparency International, qui classe le pays 154° sur 178 pays selon l'indice de perception de la corruption 2010.
- → Le pays est 114° sur 125 pays en ce qui concerne la facilité de faire du commerce par le Global Enabling Trade Report 2010 du World Economic Forum.
- → Selon le classement « Risques Internationaux » de Nord Sud Expert, la Fédération obtient un score de 37,4 sur 70 en termes de qualité de l'environnement d'affaire à court terme (entre le Sénégal et la Jordanie) contre 40 sur 70 (entre le Mali et la Thaïlande) concernant le climat à long terme. Dans les deux cas, il s'agit selon l'organisation de risques d'affaires modérés.
- → La dette du gouvernement russe est notée Baa1 selon Moody's Investors Service, BBB selon Fitch et Standard & Poor's lui attribue BBB également. En septembre 2010, Fitch a changé son évaluation du marché du crédit, passant de «stable» à «positif».
- → Finalement, selon l'indicateur Doing Business 2011 de la Banque Mondiale, le pays est 123° sur 183, devant le Brésil et l'Inde, mais derrière la Chine. Il s'agit d'un recul de trois places par rapport à 2010. La Russie obtient un bon score concernant l'enregistrement de propriété et l'application des contrats (respectivement 51° et 18° sur 183) mais des résultats défavorables concernant l'obtention de permis de bâtir, la fermeture d'entreprise et la facilité du commerce international (182°, 103° et 162° sur 183).



# Approche sectorielle

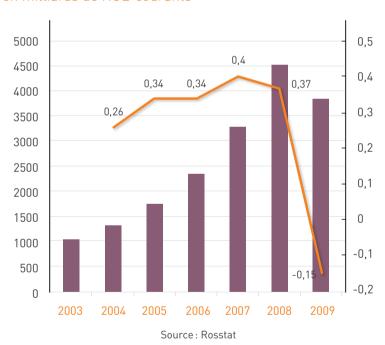
## 3. Approche sectorielle

#### 3.1 Construction

#### 3.1.1 Les projets de construction

#### Volume et taux de croissance des travaux réalisés,

en milliards de RUB courants





Depuis le début des années 2000, le secteur de la construction russe est en croissance rapide, avec des taux de progression d'année en année dépassant les 25 %. Cette évolution à la hausse est à attribuer à la croissance du P.I.B. entrainant une augmentation des investissements domestiques ainsi qu'à la rapide augmentation des investissements étrangers dans l'immobilier du pays°. La construction est traditionnellement d'une importance considérable pour l'économie russe. Toutefois, suite à la crise économique et à la contraction sévère qu'a subi le secteur, il ne représente en 2010<sup>10</sup> plus que 3 % du produit intérieur brut russe.

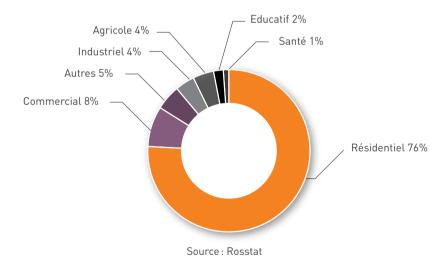
<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> En 2007, 18 % des investissements étrangers se sont dirigés vers le secteur de la construction, totalisant près de 18 milliards d'USD, soit une progression de 250 % par rapport à 2006.

<sup>10</sup> Sur base du premier trimestre, soit les dernières données disponibles auprès des services des statistiques russes.

En effet, la majorité des grands projets de construction ont été suspendus suite au crédit crunch alors que les nouveaux chantiers résidentiels se sont faits de plus en plus rares suite au renchérissement des emprunts et aux réticences des banques à accorder des crédits hypothécaires. Les experts estiment qu'avec les nombreuses faillites observées entre fin 2008 et 2009, près d'un quart des travailleurs du secteur ont perdu leur emploi. Entre 2008 et 2009, la brique s'est contractée de 15 %, principalement suite à la fuite des capitaux étrangers.

Les chiffres pour le premier trimestre de 2010 témoignent d'une persistance de la crise, mais les professionnels de la construction s'attendent à une stabilisation pour 2010 et une reprise du secteur en 2011. Sur le long terme, la Russie restera une terre promise pour les entreprises du bâtiment. Le rapport «Global Construction 2020» de Global Construction Perspective et Oxford Economics estime que le secteur devrait croître de plus de 100% dans les dix prochaines années, c'est-à-dire le 5° plus fort taux de croissance mondial derrière le Nigéria, l'Inde, la Chine et le Vietnam. Durant les six premiers mois de 2010, les hypothèques ont repris. Leur nombre aurait augmenté de 60% au cours de cette période selon les services d'enregistrements publics.

## Répartition des nouvelles surfaces, en 2009



C'est principalement du côté des bâtiments résidentiels<sup>11</sup> que les affaires sont les plus intéressantes. Cette branche du secteur représente en effet plus de trois quarts de l'activité, et près de la moitié des complexes d'appartements a besoin d'une rénovation complète selon le ministère du développement régional. Dans ce contexte, le gouvernement a lancé en août 2008 une « Stratégie pour la construction massive de logements jusqu'en 2020 » soutenue jusqu'en 2012 par le fond pour la réforme des infrastructures communales à hauteur de 240 milliards de RUB. Selon les objectifs de ce plan, le parc immobilier devrait croître de 115 millions de m² en 2012 et 154 millions en 2020.

<sup>11</sup> Et plus particulièrement dans les régions de Moscou et de Saint-Pétersbourg.

Les secteurs de la construction industrielle et commerciale ne sont pas en reste, et de manière générale c'est pour l'ensemble du secteur que l'on s'attend à ce que la demande dépasse l'offre.

Durant la crise, le Kremlin a maintenu et relancé des projets prioritaires. La construction de logements accessibles et confortables ainsi que d'infrastructure touristique de qualité<sup>12</sup>, la mise à niveau des infrastructures logistiques, ou encore la rénovation de 80 % des hôpitaux et la construction de nouveaux complexes de soins sont les principaux projets soutenus par les autorités, mais d'autres chantiers d'ampleur nationale sont également en cours de réalisation. Le sommet de l'APEC à Vladivostok en 2012 devrait par exemple offrir des opportunités aux entreprises du secteur.

De plus, la mission économique d'avril coïncidera avec l'édition 2011 du salon Mosbuild se tenant du 5 au 8 avril à Moscou. Lancé en 1995, le Mosbuild est selon ses organisateurs le plus grand et le plus connu des événements commerciaux en Russie. L'édition 2010 a en effet été un succès, attirant 2 090 exposants en provenance de 48 pays, ainsi que 194 440 visiteurs. Les organisateurs espèrent une édition 2011 encore plus réussie que l'année dernière suite au renouveau du secteur.

#### Les Jeux Olympiques d'hiver de Sotchi 2014

Le 4 juillet 2007, le Comité Olympique International a annoncé que les Jeux Olympiques d'hiver de 2014 se tiendraient à Sotchi (dans la région du Kraï de Krasnodar) du 7 au 23 février et que les Jeux paralympiques s'y tiendraient du 7 au 16 août de la même année.

Les objectifs olympiques du gouvernement sont très ambitieux :

- → Faire de Sotchi une destination touristique tout au long de l'année.
- → Développer la première station de ski de renommée internationale.
- → Créer un centre pour le sport d'hiver en Russie en construisant le premier complexe de ski alpin, de luge et de saut à ski du pays.
- → Encourager la politique d'investissements nationaux pour la modernisation du pays en faisant des Jeux de Sotchi les plus high-tech de toute l'histoire de la compétition.

Ces manifestations sportives offrent des opportunités de taille aux entreprises belges dans les secteurs de la construction et du développement de l'infrastructure. Le projet est d'une ampleur considérable : 11 nouvelles installations sportives, 47 projets d'infrastructure prévus, 10,2 milliards d'USD de budget pour 2011 et 7,21 milliards en 2012, construction prévue de plus de 55 000 chambres d'hôtel, installation de plus de 100 km de voies ferrées ou encore mise en place de 75 km d'autoroutes supplémentaires.

Selon le comité organisateur, les installations devraient être opérationnelles en 2012. Une bonne partie des affaires concernant les complexes sportifs ont été réalisées entre 2009 et 2011, mais de nombreuses opportunités restent à saisir. Taimuraz Bolloyev, le président de l'entreprise d'État Olympstroy estime que 40 % des constructions seront terminées d'ici fin 2010, 29 % seront effectuées durant 2011, 19 % en 2012 et 10 % début 2013.

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Les grandes villes touristiques manquent cruellement d'hôtels de milieu de gamme.

#### La coupe du monde de football de 2018

C'est le 2 décembre 2010 que le comité exécutif de la FIFA a choisi de confier l'organisation de la coupe du monde de football 2018 à la Russie. Depuis lors, l'État russe est à pied d'œuvre afin de réaliser une coupe du monde de qualité au moins équivalente à la dernière édition en Afrique du Sud.

Le Canada, partenaire des jeux d'hiver de Sotchi, est déjà en lice afin de participer aux travaux d'infrastructures. La France (en tant qu'ex-organisateur de l'événement en 1998) et la Turquie ont également fait l'objet d'appel du pied du premier Ministre russe.

L'organisation de la coupe débute à peine, mais l'on sait déjà que le gouvernement prévoit 10 milliards d'USD afin de mettre à niveau les infrastructures des 13 villes de l'est du pays choisies pour accueillir la compétition. Selon Vladimir Poutine, la Russie dispose des ressources budgétaires nécessaires pour mener à bien ces travaux sans avoir besoin d'aide financière extérieure. L'expertise de l'étranger dans le domaine de la construction sera par contre vitale afin que le pays soit prêt dans les temps. Bien que les travaux les plus importants débutent en général 4 ans avant l'événement, il est particulièrement intéressant pour les entreprises belges de se positionner sur le marché russe dès à présent afin de se faire connaître des organisateurs.

#### 3.1.2 Les matériaux de construction

Situé à la base de l'industrie de la construction, le secteur de la fabrication de matériaux est directement dépendant de l'activité économique. À ce titre, il a connu une croissance rapide entre 2000 et 2008, pour qu'ensuite cette tendance s'inverse en 2009 suite à la crise économique.

La production russe de matériaux utilise une industrie dépassée (le parc industriel a en moyenne 17 ans, et 60 % de celui-ci aurait besoin de réparations). De ce fait, les entreprises étrangères restent privilégiées lorsqu'il s'agit de se procurer du matériel à haute teneur en technologie. Dans certains secteurs, comme les revêtements ou les carrelages en céramique, les importations représentent entre 20 et 35 % du marché.

Toutefois, ces dernières années ont vu se développer l'industrie domestique, entre autre grâce à l'utilisation de normes européennes de production. Celle-ci reste malgré tout qualitativement inférieure à la production importée, laissant ainsi les entreprises extérieures se positionner avec succès sur ce marché.

Suite à la reprise prévue des projets de construction fin 2010 et en 2011, le secteur des matériaux de construction devrait renouer avec la croissance soutenue qui le caractérisait avant la crise.

#### OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES:

IMMOBILIER RÉSIDENTIEL ET TOURISTIQUE, BUREAUX, INFRASTRUCTURES DE SOINS ET D'ÉDUCATION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE CIVILE, DESIGN, DOMOTIQUE, CRÉATION DE PONTS ET DE TUNNELS, MACHINES DE PRODUCTION, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT, GESTION DE PROJETS, MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION (PLUS PARTICULIÈREMENT LE MATÉRIEL DE HAUTE TECHNOLOGIE).



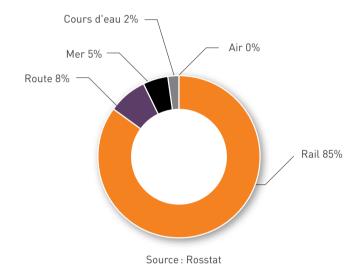
#### 3.2 Transport et logistique

La Russie est le plus grand pays au monde : il fait plus de 560 fois la taille de la Belgique. De ce fait, le défi logistique est immense, et les opportunités y sont également de taille : 86 000 km de voies ferrées, 982 000 km de routes et 102 000 km de voies navigables, dont 48 000 à profondeur garantie, sont à entretenir. Les experts estiment que le marché russe des services logistiques valait plus d'1,5 milliard d'EUR en 2009 et hormis durant la période de la crise économique où il a connu un ralentissement, le secteur croît depuis les 5 dernières années à un taux proche des 30 %.

Toutefois, le réseau d'infrastructures russe hérité de la période soviétique est largement dépassé, et les estimations des montants nécessaires à sa remise en état dans les dix prochaines années fluctuent entre 830 et 1 000 milliards d'USD. En plus des conditions climatiques difficiles et du mauvais état des voies de transport, le pays manque de technologies récentes de logistique. L'absence de coordination entre les différents modes de transport est également problématique (seul 35% des opérations de transport se font actuellement via container contre une moyenne mondiale de 50 à 60% en 2008) et a pour conséquence que les frais de transport représentent une part deux fois plus importante du coût de production en Russie que dans le reste du monde.

Le secteur logistique russe, principalement concentré autour de Moscou et de Saint-Pétersbourg, est en pleine expansion, avec des taux de croissances annuels de l'ordre de 30 % par an. Entre 2005 et 2006, le marché des entrepôts dans et aux alentours de Moscou a été multiplié par dix. Malgré la perte de vitesse du secteur suite à la crise et au ralentissement du commerce de détail, les experts estiment que les perspectives de croissance du secteur restent très intéressantes à Moscou et à Saint-Pétersbourg mais peut-être encore plus dans les régions de Ekaterinbourg, Samara, Kazan et Novossibirsk.

## Part modale du fret hors pipelines en 2009, (milliard de tonnes-kilomètre)



#### 3.2.1 Route

Les 982 000 km de routes constituant le réseau routier russe sont de qualité variable. De nombreux villages ne sont pas desservis et les routes actuelles doivent être modernisées pour résister à l'augmentation du fret prévue dans les années à venir. Avec le développement du secteur, les experts s'attendent à une augmentation du nombre de compagnies de transport routier, alors que seul 20 % du transport de marchandise se fait via de telles entreprises actuellement.

Le gouvernement a promulgué une loi en novembre 2007 modifiant considérablement le budget alloué au réseau routier, passant de 160,5 milliards de RUB en 2007 à 223,5 milliards en 2009.

La modernisation du réseau se fera à plusieurs niveaux : fédéral, régional et municipal. L'ouverture au secteur privé, notamment via des partenariats public-privé et l'instauration de routes à péage devrait offrir une bouffée d'oxygène à un secteur qui en a grand besoin. Environ 81 % des routes fédérales ne répondent pas aux normes en vigueur dans le transport international par camion.

Enfin, le problème du trafic à Moscou devient de plus en plus grave. Le nouveau maire de Moscou, Sergueï Sobianine, a dès le début de son mandat placé cette problématique au centre de sa politique et près de 4,5 milliards d'USD seront alloués à la construction de routes à Moscou entre 2011 et 2013.



#### 3.2.2 Rail

Le transport ferroviaire est de loin le plus important mode de transport de marchandises. Le réseau russe, premier réseau au monde en termes de trafic, assure à lui seul près de 10 % du transport passager et 20 % du fret mondial. Le réseau et le matériel sont obsolètes, et demandent des investissements importants afin d'améliorer l'inter-modalité des transports russes.

Le gouvernement et la firme publique Rossikskie Zheleznye Dorogi (RZD) chargée de l'administration du réseau ont mis en place une «stratégie 2030 pour le rail». Les résultats attendus des quelques 381 milliards d'EUR débloqués sont les suivants:

- → Ouverture du marché aux investisseurs en vue de sa modernisation, notamment via la libéralisation partielle du secteur.
- → Projets de partenariats public-privé pour la création de lignes à grande vitesse, notamment la ligne Moscou Saint-Pétersbourg devant transporter plus de 14 millions de voyageurs par an (pour un budget de 23,4 milliards d'EUR).
- → Stimulation de la concurrence dans le domaine du fret.
- → Amélioration des services aux voyageurs.
- → Augmentation du trafic par cargo de 70 % d'ici 2030. Augmentation de sa vitesse de 26 %.
- → Amélioration de la vitesse du transport de containers de 370 %.
- → Augmentation de l'exportation de services de transport de 360 %.
- → Installation de 20 500 km de nouvelles voies et de 40 terminaux stratégiques dans les régions clés de la Russie.

#### 3.2.3 Mer et voies navigables

Avec le développement important du pays et de son commerce extérieur, les ports russes ont vu leur importance grandir. Ici encore, les infrastructures doivent être modernisées afin de gérer l'augmentation de la demande de transport maritime de plus de 30 % par an. Avec ses 86 ports répertoriés, la Russie a des difficultés à suivre la croissance des exportations.

Le gouvernement a dès lors mis en place un plan d'action afin de développer l'infrastructure maritime, détaillant les mesures à mettre en œuvre afin d'être capable d'assumer un trafic de cargo de 650 millions de tonnes par an.

Parmi les grands projets de développement, on retrouve

- → La modernisation des ports du bassin de rivière du nord-ouest et de la Volga.
- → La reconstruction et la modernisation de la plate-forme de transport de Moscou.
- → Le déplacement du port cargo de Nizhny Novgorod de la zone historique de la ville vers une zone industrielle.
- → La modernisation en profondeur du port cargo de Kazan afin de créer un pôle de production automobile et pétrochimique.
- → La facilitation de l'acquisition de navires russes en leasing.

Les perspectives de croissance du secteur sont donc encourageantes. Celui-ci a d'ailleurs bien résisté à la crise économique : malgré l'importance considérable des ports dans les exportations en Russie<sup>13</sup> et la réduction phénoménale des exportations suite à la crise, le secteur a progressé de 4,8 % entre le premier trimestre de 2008 et celui de 2009. Avec le développement de la filière GNL (Gaz Naturel Liquéfié) et la hausse prévue du trafic de méthaniers, les voies maritimes russes ont de beaux jours devant elles.

#### 3.2.4 Air

Millions d'USD	2008	2009	2010 (prévision)
Taille du marché	2 812	4 287	6 067
Production locale	3 100	3 777	4 476
Exportations	2 326	2 288	2 250
Importations	2 038	2 798	3 841

Source: U.S. Commercial Services

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup> 70 % des exportations de marchandises se font via les ports russes, soit environ 500 millions de tonnes par an. Ce sont surtout les ports du nord de la Baltique qui sont responsables de ces exportations : 45 % du transport par cargo passe par ceux-ci, et la quasi-totalité des transports maritimes d'hydrocarbures quittent la Russie par le nord-ouest de la Baltique.

L'importance du transport aérien dans l'économie russe est relativement minime, mais en croissance. Après la chute de l'URSS, le secteur de l'aviation était extrêmement fragmenté, avec pas moins de 389 compagnies actives suite au démantèlement de la compagnie d'État Aeroflot en 1996. Ce nombre a été considérablement réduit pour atteindre actuellement un peu plus de 150 entreprises.

Malgré cela, les appareils et les infrastructures restent en retard par rapport aux normes internationales. Selon une déclaration du président de l'association des constructeurs d'avions russes, les avions produits sous l'ère soviétique sont pour 60 % non rentables du fait de leur inefficience énergétique. Actuellement, près de 69 % du transport de marchandises et 74 % du transport de passagers sont pris en charge par des appareils importés de l'Occident.

L'augmentation du commerce et du trafic des personnes en Russie nécessite une infrastructure aéroportuaire de qualité. C'est pourquoi le gouvernement a pris des mesures en profondeur afin de moderniser le secteur du transport aérien :

- → Mise en place de partenariats public-privé dans le cadre de la gestion des aéroports (notamment à Sotchi, Krasnodar ou Ekaterinbourg).
- → 14,5 milliards d'EUR débloqués dans le cadre de la «conception du développement des aéroports russes à l'horizon 2020».
- → Entre 2001 et 2010, 33,7 milliards de RUB ont été alloués au développement d'infrastructures aéroportuaires.
- → Plan de modernisation de la navigation aérienne doté de 2 milliards d'EUR.
- → Programmes de développement de technologies d'aviation civile russe à l'horizon 2015, avec notamment pour objectif la construction de nouveaux appareils de classe internationale (tel le Sukhoï Super Jet 100)

Plusieurs facteurs plaident en faveur du marché russe :

- → Sa situation géographique unique, au croisement de l'Europe, des États-Unis, de la Chine et du Japon.
- → Le regain de croissance dans la région.
- → Le développement du commerce de détail dans le pays suite à la hausse du revenu de la population.
- → L'adhésion à l'OMC pressentie avant fin 2011 et qui devrait considérablement augmenter le commerce avec le pays.

#### OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES:

TRAINS, INSTALLATION DE LIGNES À GRANDE VITESSE, MÉTROS, GESTION DU TRAFIC URBAIN, PARKINGS, PÉAGES AUTOROUTIERS, MODERNISATION DES AÉROPORTS, DES PORTS, DES FLOTTES AÉRIENNES ET MARITIMES, LOGICIELS DE NAVIGATION, RENOUVELLEMENT DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES ET DES CAMIONS, CONSTRUCTION DE TERMINAUX FERROVIAIRES, FLUVIAUX ET ROUTIERS, OFFRE DE SERVICES LOGISTIQUES ET DE SOLUTIONS LOGISTIQUES DE CLASSE SUPÉRIEURE, SOLUTIONS D'INTER-MODALITÉ DES TRANSPORTS.



#### 3.3 Santé

#### 3.3.1 Secteur des soins de santé

Après des décennies de sous-investissement, le secteur de la santé russe est en mauvais état. Le pays traverse en effet de nombreuses difficultés démographiques. L'espérance de vie des Russes à la naissance, à 62 ans pour les hommes et 74 ans pour les femmes, est inférieure à la moyenne des pays développés. Le taux de mortalité de la population étant supérieur au taux de natalité, la population russe est en déclin.

Malgré un réseau d'établissements de soins énorme (près de 6 500 hôpitaux, plus de 15 000 polycliniques de jour et pas moins de 3 000 centres d'urgence), le pays manque cruellement de matériel adéquat<sup>14</sup>. Entre 2006 et 2007, les importations de matériel médical ont augmenté de plus de 60 % et représentent près de trois quarts du marché russe du matériel médical en 2008. Parmi les pays fournisseurs de la Russie, on retrouve principalement l'Allemagne (entre 40 et 45 %), les États-Unis (20 à 25 %), le Japon (10 %), l'Italie et la France. La place de la Belgique, malgré son expertise dans le domaine, est minime.

#### Marché des équipements médicaux

Millions d'USD	2008	2009	2010 (prévision)
Taille du marché	2 400	3 300	3 500
Production locale	670	540	600
Exportations	100	70	90
Importations	1 830	2 830	2 990

Source: U.S. Commercial Services

<sup>14</sup> Les experts du secteur estiment qu'un tiers des actifs auraient un besoin urgent de réparation alors que près de 60 % d'entre eux ont plus de 10 ans

Le gouvernement russe a mis en place une stratégie à long terme afin de remédier aux problèmes du secteur des soins. Cette politique, appelée « Health 2020 » vise les objectifs suivants :

- → Augmentation de l'espérance de vie de la population.
- → Offrir une assurance santé à l'ensemble des Russes.

Afin de réaliser cela, le gouvernement a entre autre débloqué en 2007 près d'un milliard d'USD pour développer 14 centres de haute technologie. Il s'agit notamment des centres de cardiologie à Astrakhan, Khabarovsk, Krasnoïarsk et Kaliningrad, de traumatologie et d'orthopédie à Tcheboksary et Krasnodar ainsi qu'un centre de neurochirurgie à Tyumen. Le lancement en 2009 d'un programme de mise à niveau du matériel de soins, visant à réparer ou renouveler les équipements de 80 % des institutions médicales russes d'ici 2012, s'inscrit également dans le cadre de la stratégie « Health 2020 ».

De plus, le secteur des biotechnologies et des nanotechnologies fait l'objet de plans de soutien par le gouvernement afin de faciliter les innovations dans le domaine des soins de santé. On peut s'attendre à ce que la demande de soins augmente considérablement suite aux actions mises en place par le gouvernement.

Les estimations divergent quant à la proportion du budget allouée aux soins de santé en Russie, allant de 3,5 % à 5 % en 2008<sup>15</sup>, mais elles restent en tout cas bien en dessous de la moyenne de l'OCDE. D'un autre côté, la couverture médicale est particulièrement élevée, avec 496 médecins pour 100 000 habitants en 2008.

#### 3.3.2 Secteur pharmaceutique

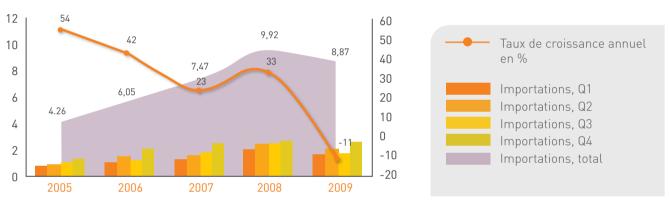
Depuis 2003, le secteur pharmaceutique russe a cru à un rythme annuel de 10 à 12%. Selon IMS Health, le marché a progressé entre 2008 et 2009 de 15,3% pour atteindre 11,3 milliards de dollars, ce qui en fait le 11° plus grand au monde.

Cette croissance fulgurante devrait continuer dans les prochaines années. Pharmexpert table sur un marché atteignant jusqu'à 20 milliards de dollars en 2012. D'après les mêmes sources, la consommation moyenne de médicaments par habitant devrait quadrupler dans les 10 prochaines années. De plus, le citoyen russe moyen dépensant seulement 3 % de son revenu en produits de santé, le potentiel de croissance est important.

La production locale est largement insuffisante pour satisfaire la croissance de la demande. Seul un quart du marché russe est desservi par des producteurs locaux, principalement actifs dans le secteur des médicaments génériques. Sur les quelques 500 entreprises du secteur, seul 30 % respectaient les normes de bonnes pratiques de fabrication («Good Manufacturing Practice») nécessaires afin de produire des médicaments étrangers. Finalement, les produits importés ont la préférence des consommateurs russes, qui n'ont pas confiance dans la production locale du fait de la contrefaçon qui y sévit.

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup> Dernières données vérifiables.

## Importations de médicaments en Russie, en milliards de USD et taux de croissance annuel, en %, 2005 - 2009

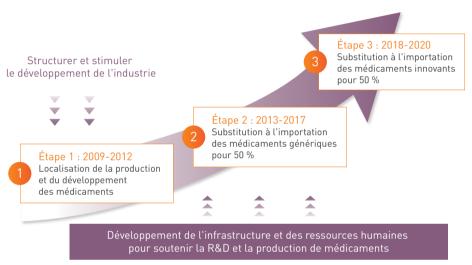


Source: Pharmexexpert - drug import to Russia

Au vu de cette situation, et afin de répondre à la demande croissante sans être davantage dépendant des importations, le gouvernement russe a mis en place la stratégie « Pharma 2020 » visant à redynamiser la production locale. Ce plan à long terme, doté d'un financement de 5,9 milliards de dollars, vise les objectifs suivants :

- → Porter à 50 % la part de la production locale dans l'ensemble des biens consommés en 2020 et stimuler l'implantation d'unités de productions à cette fin.
- → Modifier l'assortiment de produits offerts sur le marché, en portant notamment la part de produits innovants à 60 % du marché.
- → Multiplier par huit les exportations de produits pharmaceutiques par rapport à 2008.
- → Veiller à un meilleur respect des règles de sécurité.

De nombreuses entreprises ont préféré s'installer sur le territoire russe pour produire sans avoir à gérer les problèmes de licences, d'enregistrement des importations et de procédures douanières. On peut s'attendre à ce que le programme du gouvernement renforce cette tendance. En effet, à partir de la seconde phase du plan, censée débuter après 2012, le gouvernement suivra une politique de substitution à l'importation et de nombreuses firmes ont donc pris les devants afin d'être présentes sur le marché à ce moment là.



Source: Grayling

Finalement, notons qu'en septembre 2010 est parue la nouvelle loi sur la circulation des médicaments avec pour objectifs de rendre le processus d'enregistrement des médicaments plus clair, de rendre les médicaments vitaux plus accessibles et de mettre sur pied les fondations du développement futur de l'industrie pharmaceutique.

#### OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES:

ÉQUIPEMENT D'ENDOSCOPIE, D'ANGIOGRAPHIE, DE TRANSFUSION, DE TÉLÉMÉDECINE, DE RADIOLOGIE ET D'IMAGERIE MÉDICALE, IMPLANTS ET PROTHÈSES, MATÉRIEL ET PRODUITS DENTAIRES ET OPHTALMOLOGIQUES, PRODUITS HAUT DE GAMME DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE, RÉALISATION DE TESTS CLINIQUES.

«The modernisation area of top importance for our people is developing medical technology, medical equipment, and the pharmaceutical industry. We will provide people with quality and affordable medicines and also the latest technology for preventing and treating diseases.»

Dmitri Medvedev, novembre 2009



#### 3.4 Chimie

Millions d'USD	2008	2009	2010 (prévision)
Taille du marché	41 385	31 998	35 197
Production locale	44 365	34 428	37 870
Exportations	21 630	15 980	17 578
Importations	18 650	13 550	14 905

Source: U.S. Commercial Services

Le secteur chimique est le troisième marché russe tant à l'exportation (6,2 % des exports) qu'à l'importation (16,7 % des imports). Il compte parmi les plus importants en Russie, employant environ 800 000 personnes et générant près de 8 % du P.I.B. <sup>16</sup>. Le pays ne représente toutefois qu'1,1 % de la production chimique mondiale.

C'est surtout dans le domaine de la chimie de base que le pays est actif. C'est ainsi que la production russe d'ammoniaque représente 16 % de la production mondiale, tandis que le pays s'arroge 10 % de la production globale de méthanol. En 2008, 60 % de la production concernait des engrais, des fibres synthétiques ou du vinyle. À l'inverse, les importations russes concernent le PVC, le polystyrène, les peintures et revêtement ainsi que les fibres chimiques, qui sont tous des produits de haute technologie<sup>17</sup>. Cette dépendance envers la technologie occidentale se traduit également dans le commerce de machines pour l'industrie chimique.

Avant la crise, la demande de PVC a fortement augmenté, ce qui a permis aux entreprises étrangères de prendre des parts de marché (durant les trois dernières années, la part des importations de PVC est passée à 50 % de la production totale). Le secteur était alors en croissance depuis 2003 malgré un parc industriel obsolète. Lors de la crise, la consommation de PVC a chuté de 40 % depuis son plus haut niveau à 974 000 tonnes en 2008, réduisant de moitié les importations de ces éléments alors que pour l'ensemble du secteur la demande et la production locale se sont effondrées de 20 à 25 %. Les engrais, parmi les composants les plus importants de la chimie russe, ont alors également vu leurs prix et leurs productions fortement chuter.

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> Données 2008.

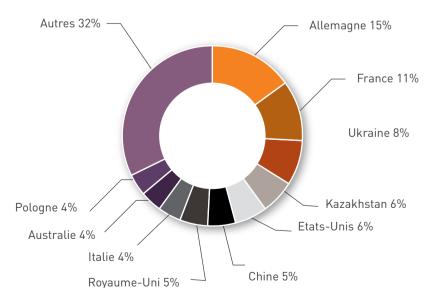
<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> Dans le domaine de la plasturgie par exemple, la Belgique est présente à hauteur de 4 % de la production totale en 2007 alors qu'en mai 2010 le pays détenait une part de marché de 10 % dans le domaine du PVC.

Afin de répondre aux défis rendus visibles par la crise, le gouvernement a adopté un plan de développement stratégique pour le secteur chimique à l'horizon 2015. Celui-ci sera implémenté via des baisses d'accises sur les exportations à haute valeur ajoutée, un meilleur approvisionnement en matières premières, une amélioration des infrastructures et une meilleure formation des scientifiques. Ses objectifs sont les suivants:

- → Créer un secteur chimique évalué à 153,2 milliards d'USD d'ici 2015 (c'est-à-dire 34 % de taux de croissance annuel).
- → Diminuer la part de l'importation dans la production nationale de 50 % à 12 %.
- → Développer la production nationale afin de la substituer aux importations de produits de haute technologie.

Même si les experts du secteur doutent de la capacité du gouvernement à atteindre ces objectifs d'ici 2015, le secteur chimique russe est toujours vu comme une source d'opportunités. Selon les derniers chiffres des services commerciaux américains, le secteur devrait croître de 10 % entre 2009 et 2010 alors que la production nationale restera insuffisante à moyen terme. Durant les neuf premiers mois de 2010, la production d'engrais a augmenté de 24,8 % par rapport à l'année précédente tandis que les plastiques, les produits du caoutchouc et les produits pneumatiques ont progressé respectivement de 9,9 %, 35,6 % et 27,1 %. Dans le domaine des polymères, la richesse en hydrocarbure du pays offre de nombreuses opportunités encore insuffisamment exploitées.

## Principaux pays d'origine des importations de produits chimiques russes, 2007



Source: Global Trade Atlas

#### OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES:

MACHINES POUR LA PRODUCTION CHIMIQUE (EN PARTICULIER LA PRODUCTION À HAUTE TECHNOLOGIE), POLYMÈRES, POLYSTYRÈNE, PVC, POLYÉTHYLÈNES, PNEUMATIQUES, PEINTURE, REVÊTEMENTS ET ENDUITS, MODERNISATION DES INSTALLATIONS POUR LES METTRE EN CONFORMITÉ AVEC LES RÈGLES INTERNATIONALES (ADHÉSION À L'OMC).

#### 3.5 Technologies de l'information et de la communication

#### 3.5.1 Télécommunications

Jusqu'en 2008, le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) était en pleine croissance. Les taux de croissance annuels entre 2005 et 2008 étaient de l'ordre de 25 %. Cette évolution est principalement à attribuer au développement de la téléphonie mobile, qui compte pour environ 50 % du chiffre d'affaires de ce secteur.

Cette section du marché est d'ailleurs en voie de saturation. En 2008, on comptait 181,5 millions de cartes SIM enregistrées, ce qui signifie que le taux de pénétration de la téléphonie mobile était proche des 130 % (environ 70 % en terme d'utilisateurs actifs). C'est pourquoi les experts s'attendent à un ralentissement de la croissance dans le secteur (avec une croissance de l'ordre de 5 % en 2009). Le marché de la téléphonie fixe est également en perte de vitesse (seulement 1,6 % de nouveaux raccordements en 2008) du fait de la concurrence de la téléphone mobile et des services de VoIP. La libéralisation commencée en 2005 a eu pour conséquence une modernisation partielle des infrastructures de l'époque soviétique.

Dans un effort de renouveler le secteur, c'est vers les business du haut débit, des nouvelles technologies (3G, LTE/4G¹8) et de la télévision digitale que se réorientent les opérateurs. Depuis 2005, la croissance dépend de plus en plus du développement des offres dites double-play (télévision et internet) ou triple-play (télévision, internet et téléphone). Selon J'son and Partners, le nombre de ménages connectés au haut débit devrait atteindre 19,3 millions en 2012 alors qu'il était de 9,3 millions en 2008 (11,7 % de la population). Le taux de pénétration d'internet en Russie était de 29 % en 2009.

Le secteur des TIC devrait représenter 15,9 milliards d'USD en 2010, soit une croissance de 12 % par rapport à 2009, mais rester en dessous de sa valeur d'avant la crise. Avec la reprise économique, la hausse du pouvoir d'achat et l'augmentation de l'utilisation des ordinateurs, les dépenses annuelles d'IT par tête pourraient atteindre jusqu'à 185 USD en 2014 alors qu'elles sont actuellement de l'ordre de 113 USD.

<sup>18</sup> D'après le patron du groupe public russe des hautes technologies, la Russie a investi 354 millions d'EUR dans les réseaux 4G (Yota) à l'heure actuelle.

Dans l'ensemble du secteur, la fracture digitale est importante. Les grandes villes comme Moscou et Saint-Pétersbourg sont bien couvertes, voire saturées, tandis que les campagnes ne sont desservies que moyennement<sup>19</sup>. C'est ce qui a poussé le gouvernement à fixer à 2015 la date limite à laquelle chaque localité russe doit avoir accès à la téléphonie fixe, mobile et à internet. Suite à ces initiatives et à l'essor de technologies comme le WiMAX ou les fibres optiques, le taux de pénétration d'internet dans les régions devrait fortement augmenter.

Finalement, le commerce en ligne est en croissance, même si la majorité des achats concernent des habitants de grandes villes. Selon une enquête menée par PricewaterhouseCoopers en octobre 2009, près de 80 % des répondants à un sondage en ligne disent avoir déjà effectué un achat en ligne. Les produits privilégiés sont les livres et les produits électroniques, tandis que le mode de paiement le plus fréquemment utilisé reste la remise contre remboursement.

#### 3.5.2 Logiciels

L'évolution positive actuelle dans le secteur des TIC est principalement due au secteur des softwares (représentant 17,6 % du secteur en 2007, et cette part est en croissance constante depuis). La Russie dispose en effet d'un avantage de poids dans ce domaine: ses programmeurs de qualité et bon marché. De plus, le gouvernement a pris deux mesures récemment permettant au secteur de se développer: en 2008, une loi plus stricte de protection de la propriété intellectuelle a rendu le piratage plus difficile<sup>20</sup> tandis que l'abolition de la TVA sur les contrats de licence de softwares devrait stimuler la croissance des ventes.

D'après Companies and market, les investissements dans le secteur des softwares devraient croître d'environ 20 % par an, atteignant 37 milliards d'USD en 2011, tandis que BMI s'attend à un taux de croissance annuel de 14 % jusqu'en 2014. Cette évolution est soutenue par le renouveau du secteur du hardware en 2010 suite aux initiatives de modernisation des entreprises et du gouvernement.

#### OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES:

ÉQUIPEMENT ET SERVICES DE COMMUNICATION DE NOUVELLE GÉNÉRATION, HAUT DÉBIT, SERVICES DE TÉLÉPHONIE MOBILE À HAUTE VALEUR AJOUTÉE, VOIP, TÉLÉVISION DIGITALE, SOLUTIONS 3G ET LTE/4G, ÉQUIPEMENT ET TECHNOLOGIE WIFI ET WIMAX, FIBRES DE VERRE, COMMERCE EN LIGNE, LOGICIELS DE E-GOUVERNANCE, TECHNOLOGIES DWDM ET DETC, PROGRAMMATION, SOLUTIONS DE PAIEMENTS EN LIGNE SÉCURISÉES.

<sup>19 49,9%</sup> des lignes fixes sont numérisées à la campagne en 2007 contre 73,8% dans les villes. Il y a 38,4 téléphones pour 100 habitants urbains contre 14,1 pour les habitants ruraux.

 $<sup>^{20}</sup>$  Le taux de piratage dans le pays est de 87 %, soit le  $5^{\rm e}$  plus grand au monde.



#### 3.5.3 Luxe

Le marché du luxe est en pleine croissance en Russie. Toutefois, de par la confidentialité qui caractérise le secteur, il est difficile d'obtenir des statistiques fiables le concernant. Les experts de Global Intelligence Alliance estiment qu'il valait en 2009 entre 4 et 5 milliards d'USD, faisant du marché russe le quatrième plus grand au monde. Ceci est du en partie au développement des plus grosses fortunes grâce aux revenus du pétrole et de la métallurgie, mais l'arrivée d'une classe moyenne fortunée suite à la hausse du revenu par habitant entre 2000 et 2008 a également été déterminante dans cette évolution. La population russe est connue pour sa propension importante à consommer ses revenus, particulièrement en ce qui concerne les personnes les plus riches.

Suite à la crise, les oligarques russes ont vu leurs fortunes se réduire. Selon le magazine russe Finans, la crise a réduit de moitié le nombre de milliardaires en dollars, passant de 101 en 2008 à 49 en 2009. Luxury Society estime que le marché russe s'est contracté de 37,4% en moyenne, voire entre 46 et 48% dans certains secteurs.

Cependant, avec la hausse du prix des matières premières et la reprise économique, le secteur du luxe redémarre. Dans le «World Wealth Report 2010» de Capgemini et Merrill Lynch, on apprend que le nombre de Russes disposant de plus d'un million d'USD est passé de 97 100 en 2008 à 117 700 en 2009, soit une progression de 21,3%. Les plus grandes fortunes en Russie restent difficiles à chiffrer, car une partie d'entre elles a été constituée suite à des activités semi-officielles. Les estimations tablent sur la présence en Russie de plus de 70 milliardaires, avec 10 d'entre eux disposant d'actifs d'une valeur d'environ 179 milliards de dollars.

Selon Rosstat, le luxe devrait enregistrer une croissance de 5 à 10 % entre 2009 et 2010 alors que le taux de croissance annuel avant la crise économique était estimé entre 30 et 40 %. Luxury Society évalue pour sa part le taux de croissance du marché pour 2010 à 27 %.

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> La société d'État russe Alrosa représente 25% du marché du diamant mondial, et un tiers des ressources mondiales de diamants.

Le marché du luxe concerne principalement Moscou, Saint-Pétersbourg et Ekaterinbourg, mais certains acteurs du secteur développent une stratégie d'élargissement de l'offre aux autres grandes villes russes. Les secteurs les plus intéressants pour les firmes belges sont les suivants:

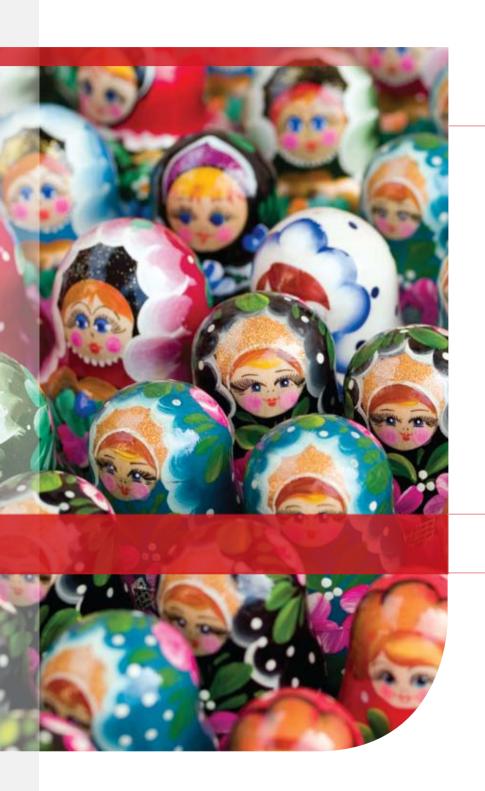
- → La bijouterie (30 % du marché total du luxe en Russie). Malgré l'essor de son industrie diamantaire<sup>21</sup> et l'importance du pays en terme de ressources, la Russie exporte principalement des diamants bruts vers la Belgique (plus de 4 millions de carats, soit 430,8 millions d'USD de marchandise rien que pour le troisième trimestre de 2009) alors qu'elle importe de Belgique des diamants taillés.
- → La mode (la haute couture représenterait près du quart de l'ensemble du secteur de l'habillement en Russie selon le Fashion Consulting Group).
- → Le design.

#### OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES:

DESIGN ET MEUBLES, ARCHITECTURE D'INTÉRIEUR, JOAILLERIE ET HORLOGERIE, PIERRES PRÉCIEUSES TRAVAILLÉES, PRODUITS COSMÉTIQUES DE LUXE, PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CHAUSSURES, PARFUMERIE, VOITURE ET BATEAUX DE LUXE, ART ET ANTIQUITÉS, OBJETS DE COLLECTIONS, SPIRITUEUX.

«I really like the Russian mentality. They madly love spending money.»

Yves Giirath, fondateur de la «Millionaire fair», octobre 2008



# **Réussites** récentes



### 4. Réussite récentes

Afin de vous convaincre de l'intérêt du marché russe, rien de tel que l'avis d'entreprises belges ayant réussi avec brio leur entrée en Russie. Parmi les nombreuses entreprises belges actives dans le pays, nous avons retenu quelques expériences, représentatives des secteurs couverts par la mission.

## **Solvay Chemicals, Solvin et la BERD**SECTEUR: CHIMIE

Solvay est un groupe industriel international actif en chimie. Il propose une large gamme de produits et de solutions qui contribuent à améliorer la qualité de la vie. Le groupe, dont le siège se situe à Bruxelles, emploie plus de 19 000 personnes dans 50 pays. En 2009, son chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 8,5 milliards d'EUR. SolVin est un acteur majeur sur le marché des produits vinyliques (PVC) en Europe et leader mondial pour le PVDC. SolVin Holding Nederland, est contrôlé par Solvay (75%) et BASF (25%).

Solvay a annoncé le 27 juillet 2010 que le Conseil d'Administration de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) avait approuvé un investissement de 52 millions d'EUR dans SolVin Holding Nederland (Pays-Bas). Cet investissement contribuera à la construction de RusVinyl, la plus grande usine intégrée de PVC en Russie. La construction de l'usine de PVC à Kstovo, près de Nizhny Novgorod, est déjà en cours. L'investissement total s'élèvera à 1,3 milliard d'EUR. En outre, le Conseil d'Administration de la BERD a marqué son accord sur un prêt de 150 millions d'EUR sur onze ans à RusVinyl, avec un délai de grâce de trois ans.

Les autorités russes attachent une grande importance à RusVinyl, qui est partie intégrante de la stratégie du Ministère de l'Industrie et du Commerce de la Fédération de Russie en matière de développement de l'industrie chimique et pétrochimique, pour la période s'étendant jusqu'à 2015. L'investissement a également obtenu le statut prioritaire de la part du Conseil des Investissements de la région de Nizhny Novgorod en Russie.

«SolVin est très heureux de pouvoir accueillir la BERD comme actionnaire dans ce projet passionnant, qui sera bénéfique pour toutes les parties prenantes. Les produits vinyliques sont des matériaux polyvalents et durables, avec une analyse du cycle de vie très positive. Ils se prêtent à une large gamme d'applications. Nous espérons que RusVinyl sera bientôt en mesure de satisfaire la demande croissante du marché russe», a déclaré M. Jacques van Rijckevorsel, Président du Conseil d'Administration de SolVin et membre du Comité Exécutif de Solvay.

www.solvay.com www.solvinpvc.com

## Snecma Services Bruxelles SECTEUR: TRANSPORT

Motoriste aéronautique et spatial de premier rang, Snecma conçoit, développe, produit, et commercialise, seul ou en coopération, des moteurs pour avions civils et militaires, pour lanceurs spatiaux et pour satellites. Snecma propose également aux compagnies aériennes, aux forces armées et aux opérateurs d'avions une gamme complète de services pour leurs moteurs aéronautiques. L'excellence de Snecma en tant que motoriste aéronautique et spatial est reconnue dans le monde entier.

Snecma Services Brussels est une filiale à 100 % de Snecma, située à Zaventem, sur la zone aéroportuaire de Brussels Airport. Elle est spécialisée dans l'entretien et la réparation des moteurs d'avions CFM56-2, CFM56-3 et CFM56-7, ainsi que dans la réparation des chambres de combustion toutes versions CFM56. Snecma Services Bruxelles dispose d'une expérience de plus de 50 ans dans l'entretien de moteurs d'avions et emploie actuellement 240 personnes.

En juin 2007, l'entreprise a accru sa présence en Russie avec la signature de quatre nouveaux contrats de maintenance de moteurs CFM56 avec des compagnies aériennes russes. Ceux-ci s'ajoutent à plusieurs contrats signés en moins d'un an dans ce pays, marquant une nouvelle augmentation de la part de marché de Snecma Services en Russie.

Le marché russe du CFM56 est actuellement composé de plus de 200 moteurs. À ce jour, plusieurs opérateurs russes de CFM56 font confiance à Snecma Services. Parmi ces compagnies, on peut citer: Aeroflot Russian, Orenair, Rossiya, S7 Airlines, Ural Airlines, Aeroflot Nord, Aviaprad, ...

«La signature de contrats avec de nouvelles compagnies ou des compagnies déjà clientes, peut être attribuée à leur grande confiance dans les services offerts par Snecma Services et aux relations de respect mutuel et de qualité qui se sont progressivement établies » souligne Wilfried Theissen, directeur général de Snecma Services Brussels. Selon lui, la présence locale est primordiale pour réussir en Russie : « De cette présence résulte une connaissance élevée des opérateurs russes et de leurs matériels, ce qui permet une bonne compréhension de leurs attentes ».

Entre temps, de nombreux contrats ont été signés en Russie avec entre autre Vladivostok Avia, Krasair, Avia Plad, Orenair ou Transaero.

www.snecma.com/-bruxelles-.html

## Deceuninck SECTEUR: CONSTRUCTION

Dans le domaine de la conception de portes, de fenêtres, de toits et de revêtements, Deceuninck donne la priorité à des produits, applications et matériaux innovants. Ces innovations comptent entre autre le revêtement breveté Decoroc résistant aux UV et le Twinston, qui combine les avantages du PVC et du bois dans un seul matériau.

Le groupe Deceuninck est actif dans plus de 75 pays en Europe, en Amérique du nord et en Asie. Il dispose de 35 filiales de production et de vente et emploie près de 2 800 travailleurs dans le monde entier. L'entreprise a des unités de production en Belgique, en France, en Allemagne, en Pologne, en Russie, en Turquie, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Le groupe est coté à Euronext, et sa maison mère est située à Hooglede-Gits, en Belgique.

Le marché russe est primordial pour Deceuninck. Malgré la crise économique, l'entreprise a réussi à limiter les dégâts grâce entre autre à sa branche russe, une des rares n'ayant pas vu son chiffre d'affaire baisser entre 2008 et 2009. En 2010, c'est principalement les ventes en Russie qui ont soutenu la progression de son activité en Europe centrale et orientale. De plus, l'évolution du taux de change du rouble russe a agi favorablement sur les ventes selon les communiqués de l'entreprise.

L'implication du groupe en Russie est récente. C'est en 2005 qu'a été inauguré le premier site de production Deceuninck à Serpoukhov (région de Moscou). Mais le groupe est maintenant bien implanté, avec 8 hectares de terrains, deux magasins dédiés aux PVC (5 000 m²) et un autre de 1 000 m² focalisé sur la vente d'obturateurs et de mélangeuses.

www.deceuninck.com

#### IBt Bebig SECTEUR: SANTÉ

International Brachytherapy est actif dans le domaine des soins de santé et se concentre sur le traitement du cancer par irradiation. Sa spécificité concerne le traitement par brachythérapie en utilisant des implants et des cathéters contenant de minuscules quantités de radio-isotopes. Jusqu'à présent, le groupe a entre autre développé les implants lodine-125 contre le cancer de la prostate et le Ruthénium-106 contre le cancer de l'œil.

IBt Bebig résulte de la mise en commun de deux compagnies: IBt s.a., compagnie belge fondée en 1996 et Bebig Gmbh ont fusionné en 2008 pour créer le leader mondial du traitement par brachythérapie. Le groupe emploie 150 personnes et a des filiales en Allemagne, en France, en Espagne, en Italie, en Inde et au Royaume-Uni. Il est coté en bourse à Euronext.

C'est en juin 2009 qu'il a fait son entrée en Russie en mettant sur pied une joint venture d'une valeur de 7 millions d'EUR. NanoBrachyTech est alors créée dans la région de Moscou en collaboration avec Rusnanotech et Santis Ltd. IBt Bebig détient 15 % de cette joint venture. Comme nous l'avons expliqué au long de l'étude, le secteur des soins de santé est un des secteurs les plus intéressants en Russie, où les infrastructures et les techniques sont en retard par rapport aux normes occidentales.

www.ibt-bebig.eu

#### Bekaert SECTEUR: MÉTALLURGIE

Bekaert est au niveau mondial leader technologique dans ses deux compétences de base: la transformation avancée des métaux ainsi que les matériaux et les revêtements avancés et leader de marché des produits tréfilés et de leurs applications. Bekaert est une entreprise globale ayant son siège en Belgique et qui emploie plus de 23 000 personnes de par le monde. Au service de ses clients dans 120 pays, Bekaert poursuit une croissance durable rentable dans toutes ses activités et réalise un chiffre d'affaires global annuel de 4 milliards d'EUR.

Les produits phares du groupe sont les câbles utilisés dans les pneus et ceux servant dans la fabrication de béton armé, mais que ce soit dans le domaine de la construction, de l'automobile ou encore de l'équipement lourd, l'acier Bekaert est utilisé sur toute la planète.

Malgré la présence d'un bureau de vente représentant le groupe à Moscou depuis 1998, c'est seulement en 2010 qu'a commencé la production russe de l'entreprise dans la zone économique spéciale de Lipetsk. L'usine Bekaert de Lipetsk produira du steel cord destiné au renforcement des pneus. Cette nouvelle plate-forme de production desservira le marché domestique et la région CEI élargie. Bekaert répond ainsi à la hausse de la demande locale de produits de steel cord.

Située à environ 400 kilomètres au sud de Moscou, Lipetsk jouit d'une position stratégique, proche des marchés cible régionaux de Bekaert, et dispose ainsi d'une logistique fiable et d'un accès facile à l'énergie et à un personnel qualifié. La nouvelle usine employait en janvier 2010 92 personnes. 320 emplois supplémentaires seront créés dans le cadre des investissements continus programmés d'ici à 2013.

«Implanter une unité de production locale en Russie est en phase avec notre optique d'investissement stratégique sur les marchés de croissance. Bekaert s'attend à ce que le potentiel de croissance et les impulsions apportées par l'investissement dans l'industrie et les infrastructures continuent à alimenter l'activité économique et la demande».

Bert De Graeve, Administrateur délégué de Bekaert, janvier 2010

www.bekaert.com

## Swift SECTEUR: FINANCE

SWIFT signifie Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication. Il s'agit d'une coopérative détenue par des membres par l'intermédiaire de laquelle le secteur des finances effectue ses transactions financières avec rapidité, assurance et en toute confiance. Plus de 9 000 organismes bancaires, établissements financiers et clients d'entreprise dans 209 pays lui font confiance au quotidien pour échanger

des millions de messages financiers standardisés.

Son rôle est double. Mettre à disposition la plateforme, les produits et les services de communication internes permettant à ses clients de se mettre en relation et d'échanger des informations financières en toute sécurité et fiabilité. Il agit également comme le catalyseur qui rassemble la communauté financière pour travailler en collaboration, déterminer les pratiques du marché, définir des standards et envisager des solutions aux questions d'intérêt commun.

Le siège social de SWIFT est situé en Belgique. Il possède des bureaux dans les principaux centres financiers mondiaux et les marchés en développement. En 1973, date de la création de SWIFT, seul 239 clients s'adressaient à l'organisation. En 2008, le groupe compte plus de 8 000 clients. Sa présence en Russie date de 1990, mais c'est en mars 2010 que le bureau moscovite de l'association a vu le jour. «Le gouvernement russe a décidé de faire de Moscou un centre financier international d'ici 2020. Ceci implique d'adopter toutes les meilleures pratiques et tous les standards internationaux, le déploiement d'une infrastructure de marché solide, et nécessite des modifications importantes en termes de législation et de réglementation et une monnaie convertible. Et il ne s'agit que des principaux points. Nous parlons d'un objectif ambitieux. C'est pourquoi nous devons être ici encore plus qu'auparavant. Nous devons faire partie de cette transformation directement. Notre communauté russe a besoin de partenaires solides dans son avancée." à déclaré lors de l'inauguration de ce bureau Lázaro Campos, PDG de SWIFT.



## **Etiquette**

## 5. Étiquette

#### Communication et relations

- → Il est essentiel d'avoir des contacts locaux en Russie si l'on souhaite y faire des affaires fructueuses. De plus, avoir des relations en haut lieu est un avantage considérable pour réduire l'impact de la bureaucratie.
- → L'anglais est relativement peu parlé par la population, même si c'est moins le cas dans les milieux d'affaires. Il vaut mieux s'assurer les services de traducteurs et d'interprètes.
- → Prévoyez une version en russe de chaque document que vous comptez utiliser.
- Afin d'obtenir avec plus de certitude une réponse à vos sollicitations, pensez à les rédiger en russe. L'utilisation des e-mails et des faxes est répandue, tandis que le service postal peut laisser à désirer.

#### Réunions

- → Il est nécessaire de prendre rendez-vous particulièrement en avance, surtout lors de rendez-vous avec des officiels du gouvernement; l'héritage soviétique de bureaucratie ralentit considérablement les affaires. Pensez à confirmer fréquemment vos rendez-vous.
- → Vous êtes supposé être ponctuel, mais vos homologues russes peuvent avoir un retard considérable aux rendez-vous. Cette pratique est destinée à tester votre patience et est fréquemment utilisée comme technique de négociation; ne vous en formalisez donc pas outre mesure.
- → Le premier entretien est généralement formel et sert à s'assurer que votre entreprise et vous-même êtes dignes de confiance.
- → Les entretiens peuvent être annulés à la dernière minute et le programme peut changer inopinément.
- → Les rendez-vous sont fréquemment interrompus, parfois par des conversations n'ayant aucun rapport avec l'ordre du jour. Tant que possible, ne soyez pas limité par votre sujet et participez également aux discussions moins formelles.
- → Il arrive que l'entretien se termine par la signature du « protokol », sorte de résumé de ce qui a été discuté. L'écrit est resté très important en Russie.

#### **Négociations**

- → Les négociations en Russie prennent du temps. Soyez patient et prévoyez une plage horaire considérable pour vos rendez-vous. Le temps est fréquemment utilisé comme tactique de négociation.
- → Les Russes préfèrent négocier avec leurs homologues. Veillez toutefois à vous assurer que votre interlocuteur dispose d'un pouvoir de décision suffisant afin d'éviter les écueils de la bureaucratie.
- → La hiérarchie est importante en Russie. Ce sont les supérieurs qui prennent les décisions, et l'on s'attend à ce que l'ancienneté et la position soient source de respect.
- → Les négociations sont vues comme des jeux à sommes nulles. Le compromis est parfois perçu comme une faiblesse.
- → Attendez-vous à des sautes d'humeur de la part de vos interlocuteurs. Ils peuvent quitter la salle, vous menacer de mettre fin à la relation ou sortir de leurs gonds dans le seul but de vous forcer à faire des concessions. Les Russes n'ont pas peur de monter leurs émotions durant les négociations.

#### Cartes de visite

→ Pensez à avoir des cartes de visites recto-verso, en anglais et en russe. Présentez le côté écrit en russe à votre interlocuteur.

#### **Divers**

- → Évitez de parler des minorités ethniques, de la religion ou de l'époque des tsars et de la monarchie.
- → Les Russes sont patriotes. Introduire le sujet de la nation russe, du renouveau de la société russe ou de sa culture vous assurera de longues conversations.
- → Un cadeau d'entreprise (articles promotionnels personnalisés) ou représentatif de votre région ou du pays sera apprécié lors des premières rencontres professionnelles.



# Adresses utiles

#### **6 Adresses utiles**

### 6.1 En Belgique

## Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers (A.W.E.X.)

2, Place Sainctelette 1080 Bruxelles

Tél.: + 32 2 421 82 11 Fax: + 32 2 421 87 87 Email: mail@awex.be

www.awex.be

#### **Bruxelles Export**

500, avenue Louise boîte 4

1050 Bruxelles

Tél.: + 32 2 800 40 00 Fax: + 32 2 800 40 01

Email: infos@brussels-export.irisnet.be

www.brussels-export.be

#### Flanders Investment & Trade (F.I.T.)

90, rue Gaucheret 1030 Bruxelles

Tél.: + 32 2 504 87 11 Fax: + 32 2 504 88 99 Email: info@fitagency.be

www.flandersinvestmentandtrade.be

## Ambassade de la Fédération de Russie en Belgique

Ambassadeur: S.E.M. Alexandre ROMANOV

66, Avenue de Fré 1180 Bruxelles

Tél.: +32 2 374 34 00 Fax: +32 2 374 26 13

Email: amrusbel@skynet.be www.belgium.mid.ru/fran.html

#### Section consulaire de l'ambassade de la Fédération de Russie en Belgique

Chef de la section consulaire : M. Alexander BESSARABOV

78, rue Roberts Jones 1180 Bruxelles

Tél.: +32 2 374 35 69 Fax: +32 2 375 94 15

Email: sb290193@skynet.be www.belgium.mid.ru/cons\_fr.html

#### Consulat général de Russie à Anvers

Consul général: M. Evgueni BARANOVSKI

20,Della Faillelaan 2020 Anvers

Tél.: +32 3 827 04 64 Fax: +32 3 829 05 89

www.russian-consulate-antwerp.be

## Département commercial de l'ambassade de la Fédération de Russie en Belgique

Représentant au commerce : M. Sergej KUZNETSOV

45, Drève de Lorraine 1180 Bruxelles

Tél.: +32 2 375 40 20 Fax: +32 2 375 74 10

## Représentation permanente de la Russie auprès de l'Union Européenne

31-33, Boulevard du Régent

1000 Bruxelles

Tél.: +32 2 502 17 91 Fax: +32 2 513 76 49

Email: misrusce@numericable.be

www.russiaeu.mid.ru

## Service Fédéral des Douanes de la Fédération de Russie

Représentant: M. Alexander SEN

1, Avenue de la Renaissance

1000 Bruxelles

Tél.: +32 2 372 98 85 Fax: +32 2 372 95 34

E-mail: sen\_customs@yahoo.com

#### Chambre de Commerce Belgo-Luxembourgeoise pour la Russie et la Belarus

Direction générale: M. Arkady ARIANOFF

500, avenue Louise 1050 Bruxelles

Tél.: +32 473 94 86 55 Fax: +32 2 353 13 11

Email: a.arian of f@ccblr.org

www.ccblr.org

#### 6.2 En Russie

#### Ambassade de Belgique à Moscou

Ambassadeur: M. Guy TROUVEROY Consul: M. Eric JACQUEMIN

7, Ulitsa Malaya Moltchanovka 121069 Moscou

Tél.: + 7 (495) 780 03 31 Fax: + 7 (495) 780 03 32

Email: moscow@diplobel.fed.be www.diplomatie.be/moscowfr

#### Consulat général de Belgique à Saint-Pétersbourg

Consul générale: Mme. Marie-Jehanne ROCCAS

11, Sapierny Per

191014 Saint-Pétersbourg Tél.: +7 (812) 579 57 91 Fax: +7 (812) 579 95 01

Email: SaintPetersburg@diplobel.fed.be www.diplomatie.be/saint-petersburgfr

#### Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers en Russie

Attachée économique et commerciale à Moscou auprès de l'ambassade de Belgique : Mme. Nathalie STEFANOVIC

(L'AWEX n'a pas de représentant à Moscou. C'est l'attachée économique et commerciale de Bruxelles Export qui est en charge de cette zone). Voir ci-dessous

Attachée économique et commerciale à Saint-Pétersbourg auprès du consulat général : Mme. Sara DECKMYN

(L'AWEX n'a pas de représentant à Saint-Pétersbourg. C'est l'attachée économique et commerciale de FIT qui est en charge de cette zone).

Voir ci-dessous

#### **Bruxelles Export**

Attachée économique et commerciale à Moscou auprès de l'ambassade de Belgique : Mme. Nathalie STEFANOVIC

7, Ulitsa Malaya Moltchanovka 121069 Moscou

Tél.: +7 (495) 697 82 73 Fax: +7 (495) 980 79 15 Email: info@bruwal.ru

Attachée économique et

Attachée économique et commerciale à Saint-Pétersbourg auprès du consulat général : Mme. Sara DECKMYN

(Bruxelles Export n'a pas de représentant à Saint-Pétersbourg. C'est l'attachée économique et commerciale de FIT qui est en charge de cette zone). Voir ci-dessous

#### Secrétaire commercial flamand : M. Andrey EMELIYANOV

(Bruxelles Export n'a pas de représentant à Nizhny Novgorod. C'est l'attachée économique et commerciale de FIT qui est en charge de cette zone). Voir ci-dessous

#### Flanders Investment & Trade Rusland

Attaché économique et commercial à Moscou auprès de l'ambassade de Belgique : M. André DE RIJCK

7, Ulitsa Malaya Moltchanovka 121069 Moscou

Tél.: +7 (495) 695 81 36 Fax: +7 (495) 695 82 50

Email: moscow@fitagency.com

www.flanderstrade.be

Attachée économique et commerciale à Saint-Pétersbourg auprès du consulat général : Mme. Sara DECKMYN

11, Saperny Pereulok 191014 Saint Petersburg Tél.: +7 (812) 579 40 08 Fax: +7 (812) 579 59 54

Email: saint peters burg @ fit agency.com

www.flanderstrade.be

## Secrétaire au commerce flamand : M. Andrey EMELIYANOV

4, Kostina St, Office 412 603000 Nizhny Novgorod Tél.: +7 (831) 278 69 36 Fax: +7 (831) 430 16 73

Email: nizhnynovgorod@fitagency.com

www.flanderstrade.be

#### **National Agency for Direct Investment**

10/4, place Staraya 103070 Moscou

Tél.: +7 (495) 606 05 04 Fax: +7 (495) 606 70 31 Email: napi@napi.ru www.napi.ru/

#### **Foreign Investment Advisory Council**

77, Sadovnicheskaya Nab. bld 1

115035 Moscou

Tél.: +7 (495) 775 97 00 Fax: +7 (495) 775 97 01

www.fiac.ru

#### Bureaux de la Banque Mondiale en Russie

36/1, Oulista Bolshaya Molchanovka 121069 Moscou

Tél.: +7 (495) 745 70 00 Fax: +7 (495) 745 70 02 moscow@worldbank.org worldbank.org/Russia

## Banque Européenne de Reconstruction et de Développement en Russie

36/1, Oulista Bolshaya Molchanovka 121069 Moscou

Tél.: +7 (495) 787 11 11 Fax: +7 (495) 787 11 22 Email: Moscow@ebrd.com

www.ebrd.com/pages/country/russia.shtml

## Délégation de la Commission Européenne en Russie

14/1, Kadashevskaya Naberejnaya 109017 Moscou

Tél.: +7 (495) 721 20 00 Fax: +7 (495) 721 20 20

Email: delegation-russia@ec.europa.eu ec.europa.eu/delegations/russia/index\_en.htm

## Russian Union of Industrialists and Entrepreneurs

10/4, square Staraya 103070 Moscou

Tél.: +7 (495) 663 04 04 Fax: +7 (495) 606 11 29 Email: rspp@rspp.ru

www.rspp.ru

#### Chambre du commerce et de l'industrie

6, St. Ilyinka 109012 Moscou

Tél.: +7 (495) 620 00 09 Fax: +7 (495) 620 03 60 Email: mtpp@mtpp.org

www.tpprf.ru

## Agency of investment and development of Volgograd region

Raboche-Krestyanskaya St, office 301

400074 Volgograd Tél.: +7 (844) 230 87 56 Fax: +7 (844) 230 87 55 Email: airvo@volganet.ru

www.airvo.ru

## Investment Promotion Agency of Rostov Region

40A, Kirovsky Ave., 9° étage 344022 Rostov-on-Don Tél.: +7 (863) 200 25 44

Fax: +7 (863) 200 25 23 Email: zueva@ipa-don.ru

www.ipa-don.ru/

#### 6.3 Sites à consulter

## Portail du gouvernement de la Fédération de Russie

www.government.ru/eng

## Président de la Fédération de Russie eng.kremlin.ru

## Premier ministre de la Fédération de Russie premier.gov.ru/eng

#### Parlement russe (chambre haute)

www.council.gov.ru

#### Parlement russe (chambre basse)

www.duma.ru

#### Banque nationale

www.cbr.ru/eng

#### Agence fédérale des statistiques nationales

www.gks.ru

#### Ministère du commerce et de l'industrie

www.minprom.gov.ru

#### Ministère du développement régional

www.minregion.ru

#### Ministère des transports

www.mintrans.ru

#### Ministère des finances

www.minfin.ru/en

#### Ministère du développement économique

www.economy.gov.ru

#### Ministère de la communication et des médias de

masse

www.minsvyaz.ru

#### Ministère de la santé et du développement social

www.minzdravsoc.ru

#### Ministère des affaires étrangères

www.eng.mvdrf.ru

#### Ministère de la justice

www.minjust.ru

#### Ministère des technologies de l'information

et de la communication

www.minsvyaz.ru

#### Ministère de l'intérieur

www.cbr.ru/eng

#### Ministère de la défense civile et des catastrophes

naturelles

www.mchs.gov.ru

#### Ministère de la défense

www.mil.ru/eng

#### Ministère de la culture

www.mkrf.ru

#### Ministère de l'éducation et des sciences

eng.mon.gov.ru

#### Ministère des ressources naturelles et de la

protection de l'environnement

www.mnr.gov.ru

#### Ministère de l'agriculture

www.mcx.ru

#### Ministère du sport, du tourisme et de la jeunesse

www.minstm.gov.ru

#### Ministère de l'énergie

minenergo.com

#### Service fédéral des douanes

www.customs.ru

#### **Association of European Business**

www.aebrus.ru



## Sources

## 7. Sources

Agence Wallonne à l'Exportation	http://www.awex.be
et aux Investissements Étrangers	
Brussels Export	http://www.brussel-export.be
Flanders Investment and Trade	http://www.flanderstrade.be
S.P.F. Affaires Etrangères	http://www.diplomatie.be
Central Intelligence Agency	http://www.cia.gov/
Viewswire	http://viewswire.com
Forum économique mondial	http:/www.weforum.org
Fonds Monétaire International	http://www.imf.org
Banque mondiale	http://siteresources.worldbank.org/
Organisation et de Coopération et de Développement Economiques	http://www.oecd.org
Eurostat	http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home/
NL EVD Internationaal	http://www.evd.nl
Chambre de commerce britannique	http://www.uktradeinvest.gov.uk
Services économiques suisses	http://www.osec.ch
Ducroire - Delcredere	http://www.ducroire.be
UbiFrance	http://www.ubifrance.fr
Services Economiques français	http://www.dgtpe.fr/se/
Kwintessential	http://www.kwintessential.co.uk/
Market Access Database	http://www.doingbusiness.org/
Association of European Business	http://www.aebrus.ru
Coface	http://www.coface.fr
Organisation mondiale du commerce	http://www.wto.org
Services commerciaux américains	http://www.buyusa.gov
DSM Group	http://www.dsm.ru
Grayling	http://www.grayling.com
Modern Russia	www.modernrussia.com
The Moscow Times	http://www.themoscowtimes.com
The Moscow News	http://www. themoscownews.com
Ria Novosti	http://www. fr.rian.ru
World Gazeteer	http://www. gazetteer.de

#### Agence pour le Commerce Extérieur

3, rue Montoyer 1000 Bruxelles Tél : + 32 2 206 35 11

#### **Bruxelles Export**

500, avenue Louise, boîte 4 1050 Bruxelles Tél : + 32 2 800 40 00

## Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements Etrangers

2, Place Sainctelette 1000 Bruxelles Tél: + 32 2 421 82 11

#### Flanders Investment and Trade

90, rue Gaucheret 1030 Bruxelles Tél : + 32 2 504 87 11

#### Imprimé sur du papier certifié FSC

Éditeur responsable : Marc Bogaerts

Auteur : François Bries

Graphisme et réalisation : Image Plus - communication corporate

Bien que tout ait été mis en œuvre afin de fournir une information précise et à jour, ni l'Agence pour le Commerce Extérieur, ni ses partenaires (Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements Étrangers, Bruxelles Export et Flanders Investment and Trade) ne peuvent être tenus responsables d'erreur, d'omission et de déclaration mensongère. Ils ne peuvent non plus être tenus responsables d'utilisation ou d'interprétation des informations contenues dans cette étude, qui ne vise pas à délivrer des conseils.

Date de publication : janvier 2011